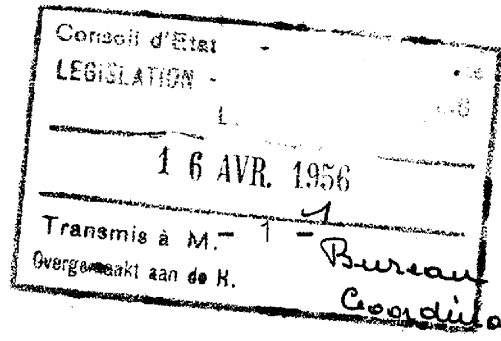
B



VVV. L.5043/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

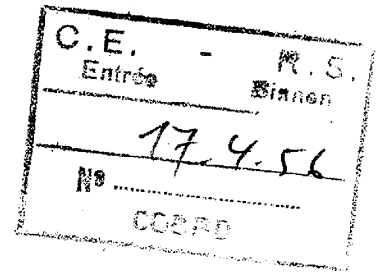
AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 2 janvier 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des administrations et établissements qui leur sont subordonnés, et des associations de communes", a donné le 13 février 1956 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e Januari 1956 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende het vakverenigingsreglement voor het personeel van de provinciën, de gemeenten, de daaronder ressorterende besturen en instellingen en de verenigingen van gemeenten", heeft de 13e Februari 1956 het volgend advies gegeven :



I. OBSERVATIONS GENERALES.

Selon l'exposé des motifs, le projet entend "régler les rapports entre les provinces, les communes, les administrations et établissements qui leur sont subordonnés, les associations de communes, d'une part, et les organisations professionnelles de leurs agents, d'autre part, par des dispositions s'inspirant de celles qui régissent les relations entre l'Etat et ses agents groupés en syndicats professionnels".

Une comparaison attentive du projet et de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics fait cependant apparaître des différences si profondes entre les deux systèmes que l'on peut se demander si la référence du premier au second n'est pas de nature à induire en erreur ceux qui voudraient interpréter l'un à la lumière de l'autre. Ces différences tiennent tant aux situations de fait à régler qu'à la manière dont elles doivent l'être.

L'arrêté royal du 20 juin 1955 s'applique à l'Etat et à un certain nombre d'organismes d'intérêt public qui sont autant d'administrations disposant d'un personnel assez nombreux pour qu'elles puissent être dotées chacune d'un ou de plusieurs comités syndicaux. C'est ainsi que l'arrêté prévoit un comité par ministère

.../...

et par organisme d'intérêt public. Il institue, en outre, un comité général de consultation syndicale pour connaître des questions qui intéressent l'ensemble ou plusieurs de ces administrations.

Le projet concerne, au contraire, quelques milliers de personnes publiques qui n'emploient, dans la plupart des cas, qu'un personnel insuffisamment nombreux pour qu'il soit possible d'instituer auprès de chacune un comité de consultation syndicale. Seules les provinces doivent avoir un comité. A l'échelon communal, il y aura un comité commun à la commune, à la commission d'assistance publique et aux personnes publiques qui leur sont subordonnées, lorsque ces administrations auront ensemble au moins vingt agents. Si cette condition n'est pas réalisée, et elle ne le sera pas dans la grande majorité des cas, les administrations en question relèveront d'un comité d'arrondissement ou de comités régionaux.

De ces différences entre la situation qui est régie par l'arrêté royal du 20 juin 1955 et celle qui sera régie par la loi projetée, découle une première constatation. Les comités institués par l'arrêté royal du 20 juin 1955 sont des organes administratifs de l'Etat ou des organismes d'intérêt public auprès desquels ils fonctionnent. Au contraire, les comités prévus par le projet ne pourront, sauf les comités provinciaux, être considérés comme des organes de la personne de droit public qui sollicitera leur avis ou dont ils géreront les services sociaux. Les conséquences de cette constatation sont difficilement prévisibles. Le problème de la responsabilité du fait des

.../...

actes de ces comités devrait notamment retenir l'attention du législateur. Il paraît en tout cas impossible d'imputer ces actes à l'autorité consultante qui, comme on le verra plus loin, n'est ni partie, ni représentée au comité.

Le principe essentiel du statut du 20 juin 1955 est celui de la composition paritaire des comités de consultation syndicale. Cette parité consiste, d'une part, en ce que les délégués de l'administration et les délégués syndicaux sont en nombre égal, et, d'autre part, en ce que les délégués sont désignés par les parties qu'ils représentent : les délégués de l'administration, par le Ministre ou par l'organe de gestion qui consulte le comité, les délégués syndicaux, par les organisations syndicales suivant les résultats d'une élection. On lit à cet égard dans le rapport au Roi qui précède le statut du 2 octobre 1937, rappelé dans le rapport au Régent qui précède l'arrêté du 11 juillet 1949, que les comités "sont paritaires parce que l'administration y est représentée par un certain nombre de délégués chargés de défendre les intérêts de l'Etat et parce qu'un nombre égal de délégués y défendent et y représentent les agents". Au surplus, les délégués de l'administration et les délégués syndicaux sont mis exactement sur le même pied. Les comités délibèrent valablement dès que la majorité de leurs membres est présente (article 9, § 1er). Les délégués de l'administration et les délégués syndicaux prennent part au vote en nombre égal (article 9, § 3).

.../...

Quel que soit le point de vue auquel on envisage la parité, force est de constater qu'elle n'est pas conçue de la même manière dans le projet. Sans doute ne doit-on pas s'attacher au nombre respectif de délégués de l'administration et de délégués syndicaux. Si le projet ne prescrit pas qu'ils soient en nombre égal (article 13, avant-dernier alinéa, du projet; article 16, § 1er, alinéa 3,du texte proposé), du moins laisse-t-il à l'administration la faculté de désigner un nombre de délégués égal au nombre de délégués syndicaux. Mais, pour le reste, le projet renonce à la parité. Il institue, en effet, des conseils consultatifs où les administrations intéressées ne désignent, ni même ne présentent, les membres qui sont censés les représenter. C'est le Ministre de l'Intérieur qui désigne les membres représentant ces administrations dans le comité national de consultation syndicale, et le commissaire d'arrondissement, dans le comité d'arrondissement ou dans les comités régionaux de consultation syndicale. Les administrations provinciales ou locales ne désignent des membres que dans les comités provinciaux et locaux. Et encore, dans ces derniers comités, est-ce le collège des bourgmestre et échevins qui doit désigner les délégués qui sont censés représenter la commission d'assistance publique et les autres personnes publiques subordonnées à la commune. Les comités, d'autre part, peuvent délibérer valablement, selon le projet, dès que la majorité des délégués syndicaux est présente (article 15, alinéa 1er). La décision de l'autorité consultante doit rencontrer l'avis du comité lorsqu'elle s'écarte de l'opinion de la majorité des délégués syndicaux et non lorsqu'elle s'écarte de l'opinion de la majoroté des délégués de l'administration (article 15, alinéa 3). Les

.../...

délégués de l'administration sont ainsi tenus pour peu. Le projet paraît organiser moins la consultation d'organismes paritaires que la consultation d'un certain nombre d'organisations syndicales.

L'absence de véritable représentation des administrations intéressées est particulièrement grave au comité national de consultation syndicale. C'est à ce comité que les questions seront soumises lorsqu'elles intéresseront le personnel de plusieurs administrations. Or, l'évolution de la législation se caractérise par une tendance à restreindre de plus en plus l'autonomie des provinces et des communes en matière de fixation du statut de leur personnel. La promulgation d'un statut syndical unique aura pour effet de porter de plus en plus à l'échelon national les problèmes qui se résolvent encore à l'échelon local. La solution nationale de ces problèmes appartiendra au législateur ou au Gouvernement, dans la mesure où celui-ci aura été habilité à cette fin, mais elle sera pratiquement toujours proposée par le Gouvernement, qui sera tenu de recueillir l'avis d'un comité national de consultation syndicale où les administrations qui subiront ces mesures n'auront pas eu la faculté de faire entendre librement leur voix. Bien plus, les délégués syndicaux faisant partie de ce comité ne devront même pas être agents communaux, en manière telle que c'est essentiellement un dialogue entre le Gouvernement et les organisations syndicales, considérées sur le plan national et non en tant qu'associations professionnelles d'agents intéressés, qui déterminera et le sort de ceux-ci et les obligations des administrations.

.../...

Une autre différence essentielle entre le projet et l'arrêté royal du 20 juin 1955 se trouve dans les dispositions qui règlent la représentation syndicale. Si, d'un côté comme de l'autre, cette représentation est un monopole d'organisations syndicales agréées, le projet est beaucoup plus restrictif quant aux critères de l'agréation. Pour être agréée auprès d'un ministère ou d'un organisme d'intérêt public, il suffit à une organisation syndicale, outre certaines conditions de forme dont on retrouve l'équivalent dans le projet, de défendre les intérêts professionnels de tout ou partie du personnel du ministère ou de l'organisme, ce qui comprend les organisations professionnelles dont l'activité se limite à certaines catégories d'agents aussi bien que les grands syndicats nationaux (arrêté royal du 20 juin 1955, article 2). Le projet ne permet, au contraire, d'agréer que des organisations "groupant une ou plusieurs catégories d'agents et fonctionnant sur le plan national" (article 2), et le Gouvernement entend par là des organisations qui groupent des agents de tous les services publics, à l'exclusion de celles qui ne s'adressent qu'aux agents ou à certaines catégories d'agents des administrations soumises à la loi. Il en résulte que des groupements auxquels la grande majorité de certains agents intéressés seraient affiliés ne seront pas susceptibles d'être agréés et ne pourront dès lors participer aux élections, alors que l'agréation sera réservée à des organisations auxquelles seule une proportion minime de ces agents sera peut être affiliée. Pareille conséquence paraît difficilement compatible avec la ratio legis du projet qui, aux termes de l'exposé des motifs,

.../...

tend à régler les rapports entre les pouvoirs publics subordonnés, d'une part, "et les organisations professionnelles de leurs agents, d'autre part".

Le projet paraît reposer sur le postulat implicite que les provinces, les communes et les personnes publiques qui leur sont subordonnées ne constituent qu'une seule entité juridique, ou tout au moins que leurs agents ne sont les agents que d'une seule personne publique. Sans doute pourrait-on invoquer à cet égard un précédent. Pour l'application de l'article 6 de la loi des 3 août 1919 - 27 mai 1947, le Conseil d'Etat admet que la nomination du secrétaire communal d'une petite commune aux mêmes fonctions dans une commune plus importante doit être considérée comme une promotion ou un changement de résidence ou d'emploi dans le service public auquel l'agent est attaché (arrêts Dulieu, n°1365, du 20 mars 1952, Recueil Dumont-Baeyens, pp.202-204; Matthys, n°2425, du 6 mai 1953, ibidem, p. p. 577-582; Bael , n°3022, du 4 janvier 1954, ibidem,pp.5-8). Mais cette jurisprudence n'a qu'une portée strictement limitée car elle trouve son fondement dans les travaux préparatoires de la loi du 27 mai 1947 où, en complétant la loi du 3 août 1919, le législateur s'est référé à l'interprétation administrative que cette loi avait reçue, sans apercevoir , semble-t-il,toute la portée de la référence.

Il serait vain de nier l'existence, en fait, d'une certaine interdépendance des autorités décentralisées en ce qui concerne le statut de leur personnel. Cette interdépendance tient à une communauté de revendications du personnel, à la valeur de l'exemple et à la politique de l'autorité de tutelle. Mais cette interdépendance de fait

.../...

doit-elle aboutir à la négation juridique de l'autonomie ? C'est bien sur une telle négation que reposent certaines dispositions du projet, et plus particulièrement le dernier alinéa de l'article 14, aux termes duquel "les comités de consultation syndicale assument de plein droit la gestion des services sociaux créés ou à établir pour le bien-être du personnel".

En outre, il serait difficile de soutenir que le service social qu'une province ou une commune a librement créé pour le bien-être de son personnel ne relève pas d'un intérêt exclusivement provincial ou communal, au sens des articles 31 et 108, 2°, de la Constitution. On n'aperçoit guère, dès lors, comment on pourrait en soustraire la gestion au conseil provincial ou au conseil communal sans tout au moins le consentement de ces autorités.

Il résulte de ce qui précède que, même compte tenu des restrictions apportées jusqu'ores à l'autonomie des autorités décentralisées territorialement, le projet modifie profondément la conception traditionnelle de la province et de la commuue, et que la conception dont il s'inspire méconnaît les principes constitutionnels en la matière en ce qui concerne l'article 14, dernier alinéa, du projet. On peut se demander si l'on ne trouverait pas les principes d'une solution conforme à la tradition constitutionnelle dans la loi du 20 septembre 1948 qui, tout en obligeant les entreprises à constituer des conseils d'entreprise, a respecté l'autonomie de chacune d'elles.

.../...

II. EXAMEN DES ARTICLES.

Le projet comporte six chapitres. Les cinq premiers traitent respectivement du champ d'application du statut syndical, de l'agréation des organisations syndicales, des modalités de l'action syndicale exercée par ces organisations, des comités de consultation syndicale, des élections. Les dispositions finales font l'objet du chapitre VI.

Le projet appelle de nombreuses modifications de forme , dont certaines ne nécessitent pas de commentaire. Compte tenu de ces modifications et des observations qu'appelle l'examen des articles, le Conseil d'Etat a établi un nouveau texte, auquel on se référera dans la suite du présent avis.

CHAPITRE 1er. - CHAMP D'APPLICATION DU STATUT SYNDICAL.

Ce chapitre comprend l'article 1er, que le projet rédige comme suit : "La présente loi est applicable aux agents des provinces, des communes, des administrations et établissements qui leur sont subordonnés, ainsi que des associations de communes non composées de particuliers et de sociétés, et aux membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes communales soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire".

.../...

Une telle formule restreint singulièrement la portée du projet. La loi s'appliquera non seulement aux agents mais aussi aux personnes publiques qui les emploient et au pouvoir exécutif. Elle est inadéquate, en ce sens que c'est moins aux agents qu'aux organisations syndicales qui sont censées les représenter que le projet s'adresse. L'énumération laisse douteux le sort de certains agents, tels que les membres du personnel enseignant autres que ceux de l'enseignement primaire, des établissements provinciaux et communaux, alors que l'intention du Gouvernement est de soumettre ces agents au statut, comme ceux de l'enseignement primaire. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de mentionner expressément ce personnel enseignant, qui fait partie du personnel provincial ou communal.

L'article 1er du projet exclut les receveurs régionaux qui sont des agents de l'Etat, mais qui ne bénéficient pas du statut du 20 juin 1955 (article 1er, 1°, b, de cet arrêté royal). Ces agents ne relèvent ainsi d'aucun statut syndical.

Le texte proposé remplace l'expression du projet "administrations et établissements subordonnés aux provinces et aux communes", par l'expression "personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes". Dans la mesure, en effet, où les administrations visées par le projet ne jouissent pas de la personnalité juridique, leur personnel est du personnel provincial ou communal et ne requiert pas de qualification spéciale.

Dans l'intention du Gouvernement, l'énumération de l'article 1er comprend les commissions intercommunales d'assistance publique (loi du 10 mars 1925,

.../...

articles 3 et 4) et les services et établissements spéciaux d'assistance (loi du 10 mars 1925, article 6). Encore que ces institutions soient subordonnées plutôt à la commission d'assistance publique qu'à la commune, on peut admettre qu'il ne soit pas nécessaire de les citer expressément.

CHAPITRE II. AGREATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES.

1. De la notion d'agréation.

L'article 2 du projet traite de l'agréation en des termes analogues à ceux de l'article 2 de l'arrêté royal du 20 juin 1955. Cette agréation n'est pas une autorisation des groupements syndicaux d'agents des services publics, autorisation qui serait difficilement compatible avec la liberté syndicale. Elle consiste seulement en une formalité qui permet à une organisation syndicale de bénéficier de facilités d'action et de certaines compétences en matière administrative (voir sur ce point l'avis du Conseil d'Etat sur l'arrêté royal du 20 juin 1955, Pasinomie, p.276).

Pas plus que dans le système de l'arrêté royal du 20 juin 1955, l'agréation prévue par le projet ne doit être automatique . Le commentaire que le Conseil d'Etat a donné de l'article 2 de cet arrêté royal conserve ici toute sa valeur : "Un passage du rapport au Roi ...pourrait laisser

.../...

croire que tout groupement syndical doit être "autorisé"(1) une fois qu'il a accompli la formalité de l'envoi d'une copie de ses statuts et de la liste de ses dirigeants responsables. Selon les explications données par le fonctionnaire délégué par le Premier Ministre, l'intention du Gouvernement est de laisser à l'autorité, comme sous le régime établi par l'arrêté du 11 juillet 1949, le pouvoir d'apprécier l'opportunité d'autoriser un groupement syndical. Le Gouvernement n'entend évidemment pas que ce pouvoir soit exercé de manière arbitraire. Il sera d'ailleurs exercé sous le contrôle politique du Parlement et le contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat ... ". (Pasinomie , p.276).

Selon le projet, "les organisations syndicales..., obtiennent leur agréation en adressant sous pli recommandé à la poste, un exemplaire de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables au Ministre de l'Intérieur". L'agréation n'étant pas automatique, le Ministre a le pouvoir de la refuser. Le refus se distingue du retrait en ce que le retrait, contrairement au refus, implique que l'agréation a été accordée. Comme le Conseil d'Etat l'a expliqué dans son avis sur l'arrêté royal du 20 juin 1955, une telle distinction, loin d'être spécieuse, selon le rapport au Roi qui précède cet arrêté, correspond exactement à la nature des choses. C'est en partant de cette considération qu'a été rédigé l'alinéa 3 du texte proposé. Cette distinction est d'autant plus nécessaire

---

(1) Le mot "autoriser" qui était employé par le projet d'arrêté a été ultérieurement remplacé par le mot "agréer", conformément à la suggestion du Conseil d'Etat.

.../...

qu'il importe d'assurer la publicité de l'agréation et de renoncer à l'agréation implicite.

Si, en effet, la publicité de l'agréation ne s'imposait peut-être pas dans le système de l'arrêté royal du 20 juin 1955, où l'agréation est accordée en principe par l'autorité auprès de laquelle le comité fonctionne, elle est absolument indispensable dans le système du projet, où l'agréation octroyée par le Gouvernement s'impose à toutes les autorités soumises à la loi. Aussi le texte proposé prévoit-il que l'agréation fera l'objet d'un arrêté royal, et que cet arrêté royal, tout comme celui qui retire l'agréation, sera publié au Moniteur belge.

2. Des organisations syndicales susceptibles d'être agréées.

L'agréation ne sera accordée, selon le texte du projet, qu'aux organisations syndicales "fonctionnant sur le plan national". Le Gouvernement entend par là des organisations qui groupent des agents de tous les services publics, à l'exclusion de celles qui ne s'adressent qu'aux agents des administrations subordonnées ou à certaines catégories de ces agents. Seront ainsi exclues, notamment, les fédérations de secrétaires communaux ou d'agents de police. Ces fédérations étant nationales, le texte, tel qu'il est rédigé, n'a pas pour effet de lès exclure. Il serait dès lors plus conforme au but poursuivi par le Gouvernement de parler des "organisations syndicales qui groupent des agents des services publics sans distinction de service".

.../...

3. Retrait ou refus d'agréation antérieur à la constitution du comité national.

L'alinéa 4 de l'article 2 du projet prescrit que l'agréation ne peut être retirée (ou refusée) que moyennant l'avis du comité national de consultation syndicale. Cette disposition est inapplicable pour les refus d'agréation antérieurs à la constitution de ce comité. Aussi est-il nécessaire de prévoir une disposition transitoire (article 32 du texte proposé), selon laquelle cette consultation ne sera requise qu'une fois constitué le comité national.

CHAPITRE III. - MODALITES DE L'ACTION SYNDICALE EXERCEE PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES AGREEES.

Ce chapitre comprend les articles 3 à 7 du projet, correspondant aux articles 3 à 9 du texte proposé. Il est inutile de le diviser en sections. L'intitulé pourrait être allégé sans dommage en supprimant l'expression "exercée par les organisations syndicales agréées".

L'article 3, alinéa 3, du projet dispose que les organisations syndicales agréées "participent à la gestion des services sociaux établis ou à créer pour le bien-être du personnel, selon les modalités à établir par le Roi". Ce texte est inutile, eu égard au dernier alinéa de l'article 14 du projet, qui contient une disposition analogue.

Les articles 4 à 7 du projet disposent en faveur des délégués syndicaux qui sont définis comme étant les dirigeants responsables des organisations syndicales agréées et les mandataires de ces dirigeants (article 5, alinéa 1er). Ces délégués ne doivent être agréés, à la

.../...

différence des délégués syndicaux de l'arrêté royal du 20 juin 1955, que lorsqu'ils sont appelés à exercer leur mission dans le comité (article 5, alinéas 2 et 3). Ils obtiennent des congés spéciaux pour exercer des missions syndicales de courte durée (article 4, alinéas 1er et 2). Ils sont placés dans la position de détachement syndical lorsqu'ils sont désignés par une organisation syndicale agréée pour représenter le personnel des services publics d'une façon régulière et permanente (articles 4, alinéa 3, et 6). Ils jouissent d'une certaine immunité disciplinaire (article 7). Tel est l'ordre dans lequel il serait souhaitable de classer ces dispositions.

Le projet ne prévoit pas l'audition de l'intéressé en cas de refus ou de retrait de son agréation, mais, ainsi que le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis sur l'arrêté royal du 20 juin 1955 pour le retrait de l'agréation des organisations syndicales (Pasinomie, pp. 276-277), cette audition s'imposerait dans le silence de la loi. Il serait, dès lors, préférable, pour éviter des litiges, de la prévoir expressément. Ici encore, une disposition transitoire s'impose pour les premiers refus d'agréation (article 32 du texte proposé).

Si les délégués en position de détachement syndical cessent provisoirement d'être agents en activité, l'intention du Gouvernement n'est pas de les empêcher de participer aux élections. L'article 17 du projet réservant l'électorat aux agents en activité,

.../...

il est nécessaire de prévoir l'assimilation des agents en détachement syndical aux agents en activité en ce qui concerne l'exercice de ce droit. Tel est l'objet de l'article 7, alinéa 3, du texte proposé.

L'article 7 du projet interdit aux délégués syndicaux agréés de divulguer les faits et documents auxquels l'autorité qui les agrée attribue un caractère confidentiel. Il dispose en outre que les délégués syndicaux ne peuvent être poursuivis disciplinairement pour leur action syndicale. Cette immunité disciplinaire apparaît pour la première fois dans un statut syndical d'agents des administrations publiques. Elle paraît s'inspirer dans une certaine mesure de l'article 21 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifiée par la loi du 18 mars 1950. Telle qu'elle est organisée par le projet, cette immunité dépasse les intentions du Gouvernement qui n'entend pas l'étendre à l'infraction à l'interdiction de divulguer les faits et documents confidentiels. On ne peut perdre de vue en effet que les agents qui sont délégués syndicaux demeurent agents, et qu'en enfreignant cette interdiction, ils enfreignent leur statut. C'est en partant de ces considérations que le Conseil d'Etat a rédigé l'article 9.

.../...

CHAPITRE IV. - DES COMITES DE CONSULTATION SYNDICALE.

Ce chapitre comprend les articles 8 à 12 du projet correspondant aux articles 10 à 15 du texte proposé. Les observations générales relatives à l'absence de parité sont spécialement applicables à ce chapitre.

Selon l'article 8 du projet (article 10 du texte proposé), le comité national de consultation syndicale est présidé par le Ministre de l'Intérieur. Il paraît peu souhaitable de faire présider un organisme consultatif par l'autorité à laquelle l'avis est destiné. Les inconvénients éventuels d'une telle disposition sont cependant atténués du fait que le Gouvernement, comme à l'article 11 de l'arrêté royal du 20 juin 1955, entend que le président d'un comité ne se prononce pas sur les questions discutées.

L'article 11 du projet (article 14 du texte proposé) prévoit l'institution, auprès de la députation permanente du conseil provincial, d'un comité, dit spécial, que la députation permanente devra consulter lorsqu'elle se proposera d'improuver un acte que l'autorité locale a dû soumettre à un comité de consultation syndicale. La loi devrait organiser la présidence de ce comité.

La même disposition a pour effet de rendre partiellement inutile l'article 14 de la loi du 21 décembre 1927, qui institue dans chaque province, une commission d'avis et de conciliation dont la députation permanente doit prendre l'avis avant d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par cette loi. Il ne semble pas que ces commissions aient jamais été

.../...

instituées, ou du moins qu'elles aient fonctionné régulièrement. C'est pourquoi l'article 35 du texte proposé en prévoit la suppression.

A l'article 15, le texte proposé appelle comité intercommunal le comité que l'article 12 du projet appelle comité local. Il s'agit d'éviter toute confusion avec le comité institué pour la commune et les personnes publiques qui lui sont subordonnées.

Les agents des associations de communes qui n'emploient pas vingt agents ne relèvent d'aucun comité. On peut se demander s'il n'y a pas à cet égard, dans le projet, une lacune à laquelle il ne serait pas difficile de remédier.

L'article 13 du projet, qui fixe un certain nombre de règles relatives à la composition des comités, dispose, en son avant-dernier alinéa : "Le nombre des délégués syndicaux ne peut être supérieur à dix, ni inférieur à quatre, sauf pour le comité national de consultation syndicale qui en comptera douze. Le nombre des délégués de l'administration ne peut dépasser le nombre des délégués syndicaux". Il résulte des renseignements obtenus par le Conseil d'Etat, que le Gouvernement entend laisser au Roi le soin de fixer le nombre des délégués syndicaux, et aux autorités intéressées celui de fixer le nombre des délégués de l'administration (voir l'article 16, § 1er, du texte proposé).

L'article 14 du projet traite de la compétence des comités de consultation syndicale. L'intention du Gouvernement est d'adopter le système de l'arrêté royal du 20 juin 1955. Le texte proposé par le Conseil d'Etat

.../...

tient compte tant de cette intention que des observations que le Conseil d'Etat avait formulées sur l'arrêté royal du 20 juin 1955.

Le dernier alinéa de l'article 14 du projet dispose que "les comités de consultation syndicale assument de plein droit la gestion des services sociaux créés ou à établir pour le bien-être du personnel". Les modalités de cette gestion doivent être réglées par le Roi, suivant l'article 3, alinéa 3, que le Conseil d'Etat a proposé de supprimer. Cette disposition ne soulève pas seulement les graves objections d'ordre constitutionnel que l'on a exposées dans les observations générales. Elle a pour objet, suivant l'exposé des motifs, "de réaliser une véritable cogestion entre les pouvoirs publics et les organisations syndicales : la gestion des services sociaux créés ou à établir en faveur du personnel". Or, si l'intention du Gouvernement est de réaliser une véritable cogestion, le projet ne concrétise pas cette intention. Il n'y aura pas de gestion commune, puisque les membres des comités, et spécialement des comités d'arrondissement, ne seront les représentants véritables ni de l'administration qui a créé l'oeuvre à gérer, ni des agents au profit desquels l'oeuvre a été créée.

A s'en tenir au texte du projet, les administrations qui créent des services sociaux et leur fournissent des crédits pourront être sans contact avec les comités chargés d'utiliser ces crédits et sans pouvoir de contrôle sur la gestion de ces comités. Sans doute, l'arrêté royal d'exécution prévoira-t-il certaines mesures de contrôle de l'administration intéressée sur la gestion du comité, mais encore est-il que le projet n'impose pas ces mesures. Le projet est également muet en ce qui concerne les

.../...

principes d'après lesquels devra être résolu le problème de la responsabilité du comité, problème spécialement complexe lorsqu'un comité sera éventuellement appelé à gérer plusieurs caisses, dans le cas où plusieurs administrations qui relèvent d'un même comité ont créé des oeuvres sociales. Il est à présumer qu'en pareil cas l'intention du Gouvernement n'est pas que ces caisses puissent être confondues.

Il est à craindre au surplus que, dépossédées en fait de la gestion de leurs services sociaux, les diverses administrations ne les suppriment, ou n'en créent plus, ou n'accordent directement les prestations, autant d'effets contraires au but poursuivi.

Le texte du projet, tel qu'il est rédigé, dépossède complètement les administrations de la gestion de leurs oeuvres sociales.

Si telle est l'intention du Gouvernement, il conviendrait de ne pas qualifier dans l'exposé des motifs ce système de cogestion.

Il paraît en tout cas évident que la disposition projetée ne doit s'appliquer qu'aux services sociaux créés ou à créer par les administrations.

L'article 15 du projet édicte un certain nombre de règles de procédure à suivre par les autorités consultantes et par les comités. Les mesures de détail doivent faire l'objet de règlements d'ordre intérieur qu'il appartient à chaque comité d'arrêter, moyennant l'approbation d'autorités à désigner par le Roi.

.../...

Ainsi qu'on l'a exposé dans les observations générales, le projet s'écarte sur ce point de la notion de parité communément admise dans les statuts syndicaux arrêtés jusqu'à présent pour les agents de l'Etat. Le comité délibère valablement dès que la majorité des délégués syndicaux est présente, même en l'absence de tout délégué de l'administration. Est-ce bien l'intention du Gouvernement ? On pourrait imaginer d'autres systèmes mieux en rapport avec l'idée de parité : requérir par exemple la présence de la majorité des délégués de l'administration et de la majorité des délégués syndicaux, ou au moins la présence d'un délégué de l'administration. A moins que l'on estime suffisante la consultation des organisations syndicales, en quel cas la constitution de comités dits paritaires ne serait pas nécessaire, et le projet devrait être complètement remanié eu égard au but poursuivi. C'est en fonction du caractère paritaire voulu selon l'exposé des motifs que le Conseil d'Etat a rédigé l'article 23 du texte qu'il propose.

Les articles 24 et 25 du texte proposé, qui correspondent à l'article 15, alinéas 2 et 4, du projet, ont été rédigés en serrant le plus possible les termes des articles 9 à 11 de l'arrêté royal du 20 juin 1955, de manière à permettre une identité d'interprétation.

Les alinéas 3 et 5 de l'article 15 du projet paraissent difficilement conciliables. Ils disposent respectivement :

"Les délibérations des autorités consultantes portant sur l'un des objets relevant de la compétence d'avis des comités de consultation syndicale doivent faire mention de la consultation et des raisons pour lesquelles leur décision ne serait pas conforme à l'avis émis par la majorité des délégués syndicaux présents.

V ...

.../...

La décision prise suite à la consultation syndicale est portée, dans le mois, à la connaissance du comité intéressé. Elle est motivée si elle n'est pas conforme à l'avis émis".

Les deux dispositions ne peuvent être conciliées qu'en imposant à l'autorité consultante l'obligation de motiver sa décision eu égard à la fois à l'opinion éventuellement contraire de la majorité des délégués syndicaux et à l'avis éventuellement contraire de l'ensemble du comité. L'intention du Gouvernement paraît toutefois ne s'attacher qu'à la motivation eu égard à l'opinion éventuellement contraire de la majorité des délégués syndicaux, ce qui constituerait une nouvelle dérogation à l'idée de parité. Il paraît en tout cas nécessaire d'opter pour l'une ou l'autre forme de motivation : l'obligation d'une double motivation serait, en effet, la source de complications inutiles.

CHAPITRE V. - DES ELECTIONS.

Le chapitre V du projet traite des élections. Il comprend les articles 16 à 18 du projet, que le texte proposé a regroupés en articles 28 à 31 relatifs respectivement à la date et aux candidats, aux électeurs, à l'exercice du droit de vote et au mode de scrutin.

L'article 16, alinéa 2, du projet dispose que "le Ministre de l'Intérieur fixe la date et les modalités de cette élection". Il confère ainsi directement au Ministre des pouvoirs réglementaires importants. Il serait plus conforme aux articles 67 et 78 de la Constitution que ces pouvoirs soient conférés au Roi, ce qui n'empêchera pas le Roi de laisser au Ministre le soin d'arrêter certaines modalités de détail et notamment la date de l'élection. Une telle disposition implique, à défaut de disposition expresse de la loi, que le Roi fixera l'année de la première élection.

.../...

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES.

Comme on l'a vu lors de l'examen des articles 2 et 5 du projet (articles 2, alinéa 4, et 5, alinéa 2, du texte proposé), il importe de prévoir une disposition transitoire pour les premiers refus d'agréation d'organisations syndicales ou de délégués syndicaux (article 32 du texte proposé).

L'article 20 du projet dispose que "le Roi arrête les modalités d'exécution et d'application de la présente loi dans les trois mois de son entrée en vigueur". Il résulte des déclarations du Gouvernement que sont seuls ainsi visés, les arrêtés royaux réglementaires dont il est question aux différentes dispositions du projet qui portent une telle attribution de pouvoir. Le Conseil d'Etat n'a pu être fixé sur la nature du délai de trois mois dans lequel ces arrêtés royaux doivent intervenir. S'il s'agit d'un simple délai d'ordre, il serait préférable d'omettre la disposition, qui risque de susciter des contestations inutiles. S'il s'agit au contraire d'un délai de rigueur à l'expiration duquel le législateur entend que la matière lui revienne, les arrêtés royaux ne pourront être modifiés que par la loi. Le Gouvernement paraissant pencher pour la seconde hypothèse, le Conseil d'Etat a rédigé en conséquence l'article 33 du texte qu'il propose. Cet article ne fait pas mention des pouvoirs conférés au Roi par les articles 3, alinéa 3, 13, alinéa 2, et 14 du texte proposé. Il résulte en effet de la nature même de ces dispositions que l'exercice des pouvoirs du Roi ne doit être soumis à aucun délai.

.../...

L'article 19 du projet dispose que les dispositions de la loi du 10 mars 1954 concernant la position de détachement syndical du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire cessent d'être applicables au personnel communal. Il est préférable de modifier expressément la loi du 10 mars 1954, ce à quoi s'attache l'article 34 du texte proposé.

PROJET DE LOI PORTANT STATUT SYNDICAL DES AGENTS DES PROVINCES, DES COMMUNES, DES PERSONNES PUBLIQUES SUBORDONNEES AUX PROVINCES ET AUX COMMUNES ET DES ASSOCIATIONS DE COMMUNES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - CHAMP D'APPLICATION DU STATUT SYNDICAL.

Article 1er.- (article 1er du projet)

La présente loi règle les rapports entre les provinces, les communes, les personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes, les associations

.../...

de communes sans participation de particuliers ou de sociétés, et les organisations syndicales qui représentent leurs agents, ainsi que les rapports entre ces organisations syndicales et l'Etat.

CHAPITRE II. - AGREATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES.

Article 2.- (article 2 du projet)

Le Roi agrée les organisations syndicales qui groupent des agents des services publics sans distinction de service et qui adressent, sous pli recommandé à la poste, un exemplaire de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables au Ministre de l'Intérieur.

Les organisations syndicales agréées doivent communiquer de même, dans les trois mois, les modifications apportées à leurs statuts ou à la liste de leurs dirigeants responsables.

L'agréation peut être refusée ou retirée par arrêté royal motivé, les dirigeants responsables de l'organisation entendus.

Hors le cas où le retrait est motivé par le manquement à l'obligation imposée à l'alinéa 2, le refus ou le retrait est soumis à l'avis préalable du comité national de consultation syndicale.

Les arrêtés royaux portant, refusant ou retirant l'agréation sont publiés sans délai au Moniteur belge.

.../...

CHAPITRE III. - MODALITES DE L'ACTION SYNDICALE.

Article 3.- (article 3 du projet)

Les organisations syndicales agréées ont qualité pour entretenir directement avec les administrations publiques visées à l'article 1er les relations nécessaires à l'exercice de leur mission.

Elles désignent les représentants du personnel dans les comités de consultation syndicale pour occuper les sièges qu'elles y ont obtenus à la suite de l'élection prévue au chapitre V.

Le Roi fixe les autres avantages que l'agréation confère aux organisations syndicales.

Article 4.- (article 5, alinéa 1er, du projet)

Les délégués syndicaux sont les dirigeants responsables des organisations syndicales agréées et les mandataires de ceux-ci.

Article 5.- (article 5, alinéas 2 et 3, du projet)

Les délégués syndicaux qui exercent leur mission dans un comité de consultation syndicale doivent être agréés par l'autorité qui désigne les représentants de l'administration dans le comité.

L'agréation ne peut être refusée ou retirée qu'après avis du comité et le délégué entendu.

.../...

Les délégués agréés reçoivent une carte d'agréation dont le Roi détermine la forme et les conditions d'octroi, et sur présentation de laquelle ils sont autorisés à assister aux enquêtes administratives requises pour l'examen des questions portées à l'ordre du jour des comités dont ils sont membres.

Article 6.- (article 4, alinéas 1er et 2, du projet)

Les délégués syndicaux obtiennent, à la demande de l'organisation dont ils font partie, des congés spéciaux pour exercer des missions syndicales de courte durée.

Ces congés ne sont pas comptés dans le congé annuel de vacances. Ils ne donnent lieu ni à prestations compensatoires, ni à retenue de traitement.

Article 7.- (articles 4, alinéa 3, et 6 du projet)

Sauf s'ils sont titulaires d'une fonction prévue comme unique par la loi, les agents peuvent, à titre de délégués syndicaux, exercer leur activité syndicale d'une façon régulière et permanente. Ils sont alors placés dans la position de détachement syndical.

Ils conservent, dans cette position, leurs droits à la rémunération, à l'avancement et à la pension de retraite. Leur rémunération sera recouvrée à charge de leur organisation syndicale, selon les règles arrêtées par le Roi.

Ils sont réputés en activité pour l'exercice du droit de participer aux élections syndicales.

.../...

Article 8.- (article 7, alinéa 2 du projet)

Il est interdit aux délégués syndicaux agréés, sous peine de retrait de leur agréation et, le cas échéant, de rappel en service, de divulguer les faits et documents auxquels l'autorité qui les agrée attribue un caractère confidentiel.

Article 9.- (article 7, alinéa 1er, du projet)

Les délégués ne peuvent être poursuivis disciplinairement pour leur action syndicale, sauf pour infraction à l'article 8.

CHAPITRE IV. - DES COMITES DE CONSULTATION SYNDICALE.

Section 1ère - Des divers comités.

Article 10.- (article 8 du projet)

Il est institué, pour l'ensemble des agents soumis à la présente loi, un comité national de consultation syndicale, présidé par le Ministre de l'Intérieur ou par son délégué.

Article 11.- (article 9 du projet)

Il est institué dans chaque province, pour les agents de la province, un comité provincial de consultation syndicale, présidé par le gouverneur ou par son délégué.

Article 12.- (article 10, alinéas 1er et 2, du projet)

Il est institué, dans chaque commune où le nombre des agents de la commune et des personnes publiques subordonnées à la commune n'est pas inférieur à vingt, un comité local de consultation syndicale, présidé par le bourgmestre ou par son délégué.

.../...

Article 13.- (article 10, alinéas 3 et 4, du projet)

Il est institué dans chaque arrondissement, pour les communes où il n'est pas institué de comité local, un comité d'arrondissement de consultation syndicale, présidé par le commissaire d'arrondissement ou par son délégué.

Le Roi peut, moyennant l'avis du comité national de consultation syndicale, remplacer le comité d'arrondissement par des comités régionaux.

Article 14.- (article 11 du projet)

Le Roi peut, sur proposition de la députation permanente du conseil provincial ou du comité national de consultation syndicale, instituer un comité spécial de consultation syndicale pour les agents des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes de la province. Ce comité est présidé par ...

Article 15.- (article 12 du projet)

Il est institué, auprès de chaque association de communes sans participation de particuliers ou de sociétés, employant au moins vingt agents, un comité intercommunal de consultation syndicale, présidé par le président du conseil d'administration.

Section 2. - Composition des comités de consultation syndicale.

Article 16.- (article 13, alinéas 5 et 6, du projet)

§ 1er. Le comité national de consultation syndicale comprend douze délégués de l'administration et douze délégués syndicaux.

.../...

Le Roi fixe le nombre des délégués syndicaux dans les autres comités. Ce nombre ne peut être inférieur à quatre, ni supérieur à dix.

Le nombre des délégués de l'administration est fixé par le conseil provincial, pour le comité provincial, par le commissaire d'arrondissement, pour le comité d'arrondissement ou pour le comité régional, par le conseil communal, pour le comité local, par la députation permanente du conseil provincial, pour le comité spécial, et par le conseil d'administration de l'association de communes, pour le comité intercommunal. Ce nombre ne peut être supérieur au nombre des délégués syndicaux.

Chaque délégué effectif a un suppléant.

§ 2. Les organisations syndicales agréées qui n'ont pas obtenu de siège au comité national, mais qui en ont obtenu dans un autre comité, peuvent déléguer au comité national un représentant avec voix consultative.

Article 17.- (article 13, alinéas 1er et 2, du projet)

Les délégués de l'administration sont désignés :

1° au comité national, par le Ministre de l'Intérieur, la moitié de ces membres de l'accord des Ministres qui ont l'instruction publique et la santé publique dans leurs attributions;
2° au comité provincial et au comité spécial, par la députation permanente du conseil provincial;
3° au comité d'arrondissement ou au comité régional, par le commissaire d'arrondissement;

.../...

4° au comité local, par le collège des bourgmestre et échevins;
5° au comité intercommunal, par le conseil d'administration de l'association de communes.

Article 18.- (article 13, alinéa 3, du projet)
Les délégués syndicaux sont désignés par les organisations syndicales, proportionnellement au nombre de sièges obtenus à l'élection.

Article 19.- (article 13, alinéa 4, du projet)
Le président de chaque comité est assisté d'un secrétaire qu'il désigne.

Section 3. - Compétence des comités de consultation syndicale.

Article 20.- (article 14, alinéa 1er, du projet)
Les administrations soumises à la présente loi doivent soumettre pour avis, selon le cas, à l'un des comités institués par les articles 11, 12, 13 et 15:

1° les questions relatives à la détermination du statut des agents;
2° les créations, les suppressions et les transformations d'emploi;
3° les mesures relatives à la formation professionnelle des agents, à l'organisation matérielle des services, à l'amélioration des conditions de travail, ainsi qu'à l'hygiène et à la sécurité des agents.

.../...

Les mêmes questions sont soumises au comité dans le mois de la demande qui en est faite par une organisation syndicale agréée qui y est représentée.

Elles sont soumises au comité national lorsqu'elles intéressent des agents relevant de plusieurs comités.

Article 21.- (article 14, alinéa 3, du projet)

Dans les provinces où le Roi a institué un comité spécial de consultation syndicale, la députation permanente du conseil provincial sollicite l'avis de ce comité lorsqu'elle se propose de refuser d'approuver une décision qui a dû être soumise à un comité d'arrondissement, à un comité régional ou à un comité local.

Article 22.- (article 14, alinéa 4, du projet)

... (ici pourrait se placer la disposition qui, tenant compte des objections formulées ci-avant, concernerait la gestion des services sociaux) ...

Section 4. - Dispositions organiques générales.

Article 23.-(article 15, alinéa 1er, du projet)

Les comités de consultation syndicale sont convoqués par leur président. Ils ne peuvent délibérer valablement que si la majorité des délégués syndicaux et la majorité des délégués de l'administration sont présentes (que si la majorité des délégués syndicaux et un délégué de l'administration sont présents).

Si l'assemblée n'est pas en nombre, l'ordre du jour est reporté à la séance suivante, où elle en délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

.../...

Article 24.- (article 15, alinéa 4, du projet)

Les comités sont tenus d'émettre leur avis dans le délai d'un mois prenant cours le jour où la demande d'avis est inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'une séance. En cas d'urgence, l'autorité à laquelle l'avis est destiné peut ramener ce délai à dix jours.

Passé le délai, l'avis n'est plus requis.

Article 25.- (article 15, alinéa 2, du projet)

Le président dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée. Pas plus que le secrétaire, il ne se prononce sur les questions discutées.

L'avis est émis à la majorité des voix.

L'avis est motivé et mentionne l'opinion des membres présents, individuellement ou par groupe.

Tout membre de la minorité peut faire acter son vote au procès-verbal. Une note succincte de minorité peut être jointe au procès-verbal.

Article 26.- (article 15, alinéa 6, du projet)

Chaque comité arrête son règlement d'ordre intérieur, qui doit être approuvé par les autorités désignées par le Roi.

Article 27.- (article 15, alinéas 3 et 5, du projet)

Toute décision prise sur l'avis d'un comité doit en faire mention et indiquer, le cas échéant, les motifs pour lesquels elle s'écarte de l'avis émis par la majorité des délégués syndicaux (et de l'avis émis par le comité).

Elle est notifiée dans le mois au comité.

.../...

CHAPITRE V. - DES ELECTIONS.

Article 28.- (article 16, alinéa 1er, du projet)

L'élection a lieu tous les quatre ans, au cours du premier trimestre, entre les organisations syndicales agréées.

Article 29.- (articles 17, alinéa 1er, et 18, alinéa 1er, du projet)

Sont électeurs, les agents en activité depuis trois mois au moins au jour de l'élection, à moins qu'ils ne soient sous les armes.

Le vote est obligatoire.

Article 30.- (article 17, alinéa 2, du projet)

Chaque électeur a une voix.

En cas de cumul de fonctions, il exerce son droit de suffrage en raison de la fonction qui requiert la prestation la plus longue.

Article 31.- (articles 16, alinéa 2, et 18, alinéa 2, du projet)

L'élection a lieu au scrutin secret, suivant la procédure fixée par le Roi.

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 32.- (nouveau)

Les articles 2, alinéa 4, et 5, alinéa 2, ne deviennent applicables aux refus d'agréation qu'à partir de la constitution du comité appelé à émettre l'avis.

.../...

Article 33.- (article 20 du projet)

Les pouvoirs conférés au Roi par les articles 5, alinéa 3, 7, alinéa 2, 16, § 1er, alinéa 2, 22(1), 26 et 31 prennent fin trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 34.-(article 19 du projet)

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 10 mars 1954 concernant la position de détachement syndical du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire :

1° l'intitulé est remplacé par l'intitulé suivant :

"Loi concernant la position de détachement syndical du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes adoptées et adoptables";

2° sont supprimés :

a) à l'article 1er, le mot : "communales";

b) à l'article 2, les mots "du conseil communal ou";

3° la phrase liminaire de l'article 6 est remplacée par la disposition suivante : "La position de détachement syndical prend fin:".

Article 35.- (nouveau)

L'article 14 de la loi du 21 décembre 1927 relative aux commis de carrière, employés, techniciens, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées, est abrogé.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

---

(1) L'article 22, pour le cas où cet article comporterait une attribution de pouvoir.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

Volgens de memorie van toelichting strekt het ontwerp er toe "op de verhoudingen tussen de provinciën, de gemeenten, de daaraan ondergeschikte besturen en instellingen en de verenigingen van gemeenten, enerzijds, en de vakverenigingen hunner ambtenaren anderzijds zodanige regelen toe te passen als die welke de verhoudingen tussen de Staat en zijn ambtenaren in de vakverenigingen beheersen".

Een zorgvuldige vergelijking van het ontwerp met het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten doet echter zo diepgaande verschillen tussen beide systemen aan het licht komen, dat de vraag gewettigd is of de verwijzing van het ontwerp naar het koninklijk besluit niet misleidend kan worden voor hen, die het ene aan de hand van het andere willen uitleggen. Die verschillen liggen zowel in de feitelijke toestanden die hier moeten worden geregeld, als in de wijze waarop dit moet geschieden.

Het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 vindt toepassing op de Staat en op een aantal instellingen van openbaar nut, dit is op even zovele administraties die over voldoende personeel beschikken opdat bij ieder van hen een of meer syndicale raden kunnen worden ingesteld. Zo zorgt dit besluit voor één raad per ministerie en per instelling van openbaar nut. Daarnaast stelt het nog een algemene syndicale raad van advies in, die kennis neemt van aangelegenheden die betrekking hebben op alle of op verscheidene administraties.

.../...

Het ontwerp daarentegen betreft duizenden publiekrechtelijke personen, die meestal niet voldoende personeel in dienst hebben opdat voor ieder van hen de oprichting van een syndicale raad van advies zou gewettigd zijn. Alleen de provincies moeten een syndicale raad hebben. Op het gemeentelijke vlak is er één raad voor de gemeente, de commissie van openbare onderstand en de onder hen ressorterende publiekrechtelijke personen, wanneer deze administraties samen ten minste twintig ambtenaren in dienst hebben. Is aan deze voorwaarde niet voldaan, wat meestal het geval zal zijn, dan is een arrondissements- of een gewestelijke raad voor genoemde administraties bevoegd.

De verschillen tussen de toestand waarvoor het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 geldt en de toestand waarvoor thans de wet wordt ontworpen, maken een eerste vaststelling noodzakelijk. De bij koninklijk besluit van 20 Juni 1955 ingerichte raden zijn bestuursorganen van de Staat of van de instellingen van openbaar nut waarbij zij werkzaam zijn. Met uitzondering van de provinciale raden van advies kunnen de volgens het ontwerp op te richten raden daarentegen niet worden beschouwd als organen van de publiekrechtelijke persoon die om hun advies zal verzoeken of wiens diensten voor maatschappelijk hulpbetoon zij zullen beheren. De gevolgen hiervan zijn moeilijk te overzien. Met name het vraagstuk van de aansprakelijkheid voor de handelingen van die raden zou de aandacht van de wetgever gaande moeten maken. Hoe dan ook, het lijkt niet mogelijk, de adviesvragende overheid die, zoals zal worden aangetoond, noch partij is, noch in de raad is vertegenwoordigd, voor genoemde handelingen aansprakelijk te stellen.

.../...

Het hoofdbeginsel van het statuut van 20 Juni 1955 is de paritaire samenstelling van de syndicale raden van advies. Deze pariteit bestaat enerzijds hierin, dat er evenveel afgevaardigden van de administratie als syndicale afgevaardigden zijn en, anderzijds, dat de afgevaardigden aangewezen worden door de partijen die zij vertegenwoordigen : de afgevaardigden van de administratie door de Minister of het orgaan van beheer dat de raad om advies verzoekt, de syndicale afgevaardigden door de syndicale organisaties volgens de uitslag van een verkiezing. In dat verband wordt in het bij het koninklijk besluit van 2 october 1937 behorende verslag aan de Koning, dat in het verslag aan de Regent bij het besluit van 11 Juli 1949 in herinnering wordt gebracht, het volgende gezegd : "de raden zijn paritair omdat het bestuur erin vertegenwoordigd is door een zeker aantal afgevaardigden die 's Rijks belangen te verdedigen hebben, en omdat tevens de ambtenaren er door een even groot aantal afgevaardigden in vertegenwoordigd en verdedigd worden". Bovendien worden de afgevaardigden van de administratie en de syndicale afgevaardigden volkomen op dezelfde voet geplaatst. De raden beraadslagen geldig wanneer de meerderheid van hun leden aanwezig is (artikel 9, § 1). De afgevaardigden van de administratie en de syndicale afgevaardigden nemen in gelijk aantal deel aan de stemuitbrenging (artikel 9, § 3).

.../...

Uit welk standpunt ook de pariteit wordt beschouwd, feit is dat het ontwerp ze niet op dezelfde wijze opvat. Aan de verhouding tussen afgevaardigden van de administratie en syndicale afgevaardigden moet nu wel niet zoveel aandacht worden besteed; al eist het ontwerp niet, dat zij in gelijken getale zijn, (artikel 13, voorlaatste lid, van het ontwerp; artikel 16, § 1, derde lid, van de voorgestelde tekst), het laat de administratie ten minste de mogelijkheid, evenveel afgevaardigden aan te wijzen als er syndicale afgevaardigden zijn. Doch voor het overige ziet het ontwerp af van de pariteit. Het richt immers raden van advies op, waarin de betrokken administraties de leden die geacht worden hen te vertegenwoordigen, noch aanwijzen noch zelfs voordragen. De leden die deze administraties zullen vertegenwoordigen, worden in de nationale syndicale raad van advies door de Minister van Binnenlandse Zaken, in de raad van het arrondissement en de gewestelijke raden door de arrondissementscommissaris aangewezen. De provinciale en plaatselijke overheden kunnen alleen in de provinciale en plaatselijke syndicale raden leden aanwijzen. In laatstgenoemde raden is het dan nog het college van burgemeester en schepenen dat de afgevaardigden aanwijst, die geacht worden de commissie van openbare onderstand en de overige onder de gemeente ressorterende publiekrechtelijke personen te vertegenwoordigen. Anderzijds kunnen de raden volgens het ontwerp geldig beraadslagen zodra de meerderheid van de syndicale afgevaardigden aanwezig is (artikel 15, eerste lid). De beslissing van de adviesvragende overheid moet ten opzichte van het advies van de raad gemotiveerd zijn, wanneer zij van de zienswijze van de meerderheid der syndicale afgevaardigden afwijkt en niet wanneer zij

.../...

afwijkt van de zienswijze van de meerderheid der afgevaardigden van de administratie (artikel 15, derde lid). Deze laatste worden dus niet zeer hoog aangeslagen. Het ontwerp schijnt minder de raadpleging van paritaire organen dan de raadpleging van een aantal syndicale organisaties in te richten.

Het gemis van werkelijke vertegenwoordiging van de betrokken administraties is zeer bedenkelijk in de nationale syndicale raad van advies. Aan deze raad is het, dat aangelegenheden, het personeel van verschillende administraties betreffende, worden voorgelegd. De evolutie van de wetgeving nu wordt gekenmerkt door een strekking om de zelfstandige bevoegdheid van de provincies en gemeenten inzake vaststelling van het statuut van hun personeel hoe langer hoe meer in te perken. De uitvaardiging van een enkel syndicaal statuut zal tot gevolg hebben, dat de problemen die hun oplossing alsnog op het plaatselijke vlak vinden, meer en meer naar het nationale vlak zullen worden overgebracht. De nationale oplossing van deze problemen zal berusten bij de wetgever of bij de Regering, in zover deze daartoe zal zijn gemachtigd, maar zal practisch altijd worden voorgesteld door de Regering die gehouden zal zijn het advies van een nationale syndicale raad in te winnen, terwijl de administraties, waarvoor de maatregelen zullen gelden, niet eens in de gelegenheid zullen zijn in deze raad hun standpunt vrijelijk uiteen te zetten. Bovendien zullen de syndicale afgevaardigden in die raad niet noodzakelijk gemeenteambtenaar zijn, met het gevolg dat zowel het lot van de betrokken ambtenaren als de verplichtingen van de administraties

.../...

eigenlijk zullen bepaald worden door een dialoog tussen de Regering en de syndicale organisaties, deze laatste gezien op het nationale vlak en niet als beroepsverenigingen van het betrokken personeel.

Een ander essentieel verschil tussen het ontwerp en het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 ligt in de bepalingen die de syndicale vertegenwoordiging regelen. Al is deze vertegenwoordiging in beide gevallen een monopolie van erkende syndicale organisaties, de criteria voor erkenning zijn in het ontwerp heel wat meer beperkt. Om bij een ministerie of bij een instelling van openbaar nut te worden erkend, is het voor een syndicale organisatie, mits zij bepaalde vormvereisten, die in het ontwerp terugkomen, vervult, voldoende de verdediging op te nemen der beroepsbelangen van het hele personeel van het ministerie of van de instelling, dan wel van een gedeelte er van; in aanmerking komen hier zowel beroepsorganisaties waarvan de actie tot sommige categorieën van beambten is beperkt, als de grote landssyndicaten (koninklijk besluit van 20 Juni 1955, artikel 2).

Het ontwerp daarentegen maakt erkenning alleen mogelijk voor organisaties "welke een of meer categorieën van beambten groeperen en wier activiteit zich tot gans het land uitstrekt" (artikel 2); de Regering bedoelt hier de organisaties die ambtenaren van alle openbare diensten groeperen, met uitsluiting van die waarvan het lidmaatschap alleen openstaat voor beambten of voor sommige categorieën van beambten der

.../...

onder de wet ressorterende administraties. Het gevolg zal zijn, dat groeperingen waarvan de grote meerderheid der betrokken beambten lid zouden zijn, niet voor erkenning in aanmerking komen en dus niet aan de verkiezingen kunnen deelnemen, terwijl de erkenning is weggelegd voor organisaties die wellicht maar een gering gedeelte van deze beambten als leden zouden hebben. Een zodanig gevolg lijkt moeilijk te kunnen samengaan met de ratio legis van het ontwerp, dat, naar luid van de memorie van toelichting, strekt tot het regelen van de verhoudingen tussen de ondergeschikte openbare besturen enerzijds, "en de vakverenigingen hunner ambtenaren anderzijds".

Het ontwerp schijnt stilzwijgend uit te gaan van het postulaat, dat de provincies, de gemeenten en de onder hen ressorterende publiekrechtelijke personen maar één rechtsentiteit vormen, of althans dat hun ambtenaren in dienst staan van slechts één publiekrechtelijk persoon. Weliswaar zou in dit opzicht naar een precedent kunnen worden verwezen. Voor de toepassing van artikel 6 van de wet van 3 Augustus 1929-27 Mei 1947 neemt de Raad van State aan, dat de benoeming van de gemeentesecretaris ener kleine gemeente in hetzelfde ambt in een grotere gemeente aan te merken is als een bevordering of als een verandering van standplaats of van betrekking in de openbare dienst waaraan de betrokkene is verbonden (arresten Dulieu, nr 1365, van 20 Maart 1952, Verzameling Baeyens-Dumont, blz. 216-218 ; Matthys, nr 2425, van 6 Mei 1953, ibidem, blz. 622-627; Bael, nr 3022, van 4 Januari 1954, ibidem, blz. 5-8). Nochtans heeft deze rechtspraak een strikt beperkte draagwijdte, want zij vindt haar grondslag in de parlementaire voorbereiding van de wet van 27 Mei 1947 waar

.../...

de wetgever, bij het aanvullen van de wet van 3 Augustus 1919, verwezen heeft naar de administratieve uitlegging welke deze wet had gekregen, blijkbaar zonder de strekking van zijn verwijzing ten volle te hebben beseft.

Het zou geen zin hebben te ontkennen, dat er in feite een zekere onderlinge afhankelijkheid bestaat tussen de gedecentraliseerde overheden, wat het statuut van hun personeel betreft.

Deze onderlinge afhankelijkheid berust deels op het voorhanden zijn van gemeenschappelijke eisen bij het personeel, deels op de neiging zich op voorbeelden te beroepen, deels op het beleid van de toezichthoudende overheid. Moet deze feitelijke onderlinge afhankelijkheid echter leiden tot het juridisch ontkennen van de autonomie ? Op zulk een ontkenning toch berusten sommige bepalingen van het ontwerp, en meer in het bijzonder het laatste lid van artikel 14 volgens hetwelk "de syndicale raden van advies rechtens instaan voor het beheer van de diensten voor maatschappelijk hulpbetoon welke voor het welzijn van het personeel zijn of worden opgericht".

Bovendien kan moeilijk worden beweerd dat de dienst voor maatschappelijk hulpbetoon, welke een provincie of een gemeente ten behoeve van haar personeel vrijelijk heeft ingesteld, niet behoort onder de uitsluitend provinciale of gemeentelijke belangen als bedoeld in de artikelen 31 en 108, 2°, van de Grondwet. Men ziet dan ook niet goed in hoe het beheer ervan aan de provincieraad of aan de gemeenteraad zou kunnen worden ontnomen, althans zonder het goedvinden van deze overheden.

.../...

Uit dit alles blijkt, zelfs wanneer rekening wordt gehouden met de beperkingen die de autonomie van de territoriaal gedecentraliseerde overheden tot dusver heeft ondergaan, dat het ontwerp de traditionele opvatting van provincie en van gemeente grondig wijzigt, en dat de opvatting die er aan ten grondslag ligt de grondwettelijke beginselen ter zake miskent, namelijk wat artikel 14, laatste lid, van het ontwerp betreft. De vraag hierbij is, of de beginselen voor een bij de grondwettelijke traditie passende oplossing niet veeleer liggen in de wet van 20 September 1948, die de ondernemingen weliswaar verplicht ondernemingsraden samen te stellen, maar de autonomie van elk dezer ondernemingen niettemin onverkort laat.

II.- ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Het ontwerp is in zes hoofdstukken ingedeeld. De eerste vijf handelen onderscheidenlijk over het toepassingsgebied van het syndicaal statuut, de erkenning van syndicale organisaties, de regelen voor de syndicale actie van die organisaties, de syndicale raden van advies, en de verkiezingen. De slotbepalingen vormen hoofdstuk VI.

In het ontwerp zijn talrijke vormwijzigingen aan te brengen, die voor een deel geen commentaar behoeven. Met inachtneming van die wijzigingen en voorts van de opmerkingen waartoe het onderzoek der artikelen aanleiding geeft, heeft de Raad van State een nieuwe tekst opgesteld, waarnaar telkens zal worden verwezen in het vervolg van dit advies.

.../...

HOOFDSTUK I.- TOEPASSINGSGEBIED VAN HET SYNDICAAL STATUUT.

Dit hoofdstuk wordt gevormd door artikel 1, dat in het ontwerp als volgt luidt :

"Onderhavige wet is van toepassing op het personeel der provinciën, der gemeenten, der daaronder ressorterende besturen en instellingen, alsmede op dat der verenigingen van gemeenten, die niet uit particuliere personen en vennootschappen zijn samengesteld, en op het onderwijzend personeel van de gemeentelijke bewaar- en lagere scholen, waarop het stelsel der wet tot regeling van het lager onderwijs van toepassing is".

Zodanige formulering beperkt in aanzienlijke mate de draagwijdte van het ontwerp. De wet zal niet alleen toepassing vinden op het personeel maar ook op de openbare personen die genoemd personeel in dienst hebben, en op de uitvoerende macht. Ook in die zin is zij minder juist, dat het ontwerp niet zozeer betrekking heeft op het personeel zelf als wel op de syndicale organisaties die geacht worden dat personeel te vertegenwoordigen. De opsomming laat twijfel bestaan over de toestand van sommige personeelsleden, zoals de leden van het onderwijzend personeel van provinciale en gemeentelijke instellingen die niet in het lager onderwijs staan : terwijl de bedoeling van de Regering toch is, deze personeelsleden even goed als die van het lager onderwijs aan het statuut te onderwerpen. Overigens is het onnodig uitdrukkelijk melding te maken van dat onderwijzend personeel, dat immers van het provincie- en gemeentepersoneel deel uitmaakt.

.../...

Artikel 1 van het ontwerp sluit de gewestelijke ontvangers uit, die tot het Rijkspersoneel behoren maar op wie het statuut van 20 Juni 1955 (artikel 1, 1°, b, van dit koninklijk besluit) niet van toepassing is. Zo staan deze ontvangers onder geen enkel syndicaal statuut.

De voorgestelde tekst vervangt de uitdrukking "daaronder (dit is onder provinciën en gemeenten) ressorterende besturen en instellingen" door "onder provincies en onder gemeenten ressorterende publiekrechtelijke personen". Voor zover de in het ontwerp bedoelde besturen immers geen rechtspersoonlijkheid bezitten, is hun personeel provincie- of gemeentepersoneel en is geen bijzondere kwalificatie nodig.

Volgens de Regering omvat de opsomming in artikel 1 de intercommunale commissies van openbare onderstand (wet van 10 Maart 1925, artikelen 3 en 4) en de bijzondere diensten en inrichtingen van onderstand (wet van 10 Maart 1925, artikel 6). Ofschoon deze instellingen veeleer onder de commissie van openbare onderstand dan onder de gemeente ressorteren, kan worden toegegeven dat het niet noodzakelijk is ze uitdrukkelijk te vermelden.

.../...

HOOFDSTUK II.- ERKENNING VAN SYNDICALE ORGANISATIES.

1. Het begrip erkenning.

Artikel 2 van het ontwerp handelt over de erkenning in soortgelijke bewoordingen als artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 Juni 1955. Deze erkenning is geen machtiging, gegeven aan syndicale groeperingen van personeel in openbare dienst ; zodanige machtiging zou moeilijk met de syndicale vrijheid te verenigen zijn. De erkenning bestaat eenvoudig in een formaliteit, waardoor een syndicale organisatie faciliteiten voor haar werking en bepaalde bevoegdheden in bestuursaangelegenheden verkrijgt (zie daarover het advies van de Raad van State over het koninklijk besluit van 20 Juni 1955, Omnilegie, blz. 280).

Evenmin als in de regeling van het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 is de in het ontwerp voorgeschreven erkenning automatisch. De commentaar die de Raad van State aan artikel 2 van dat koninklijk besluit heeft gewijd, behoudt hier zijn volle waarde : "Uit een zinsnede van het verslag aan de Koning zou kunnen worden opgemaakt, dat elke syndicale groepering de "machtiging" moet verkrijgen (1), eenmaal dat een afschrift van de standregelen en de lijst van de verantwoordelijke leiders zijn verzonden. Volgens hetgeen de door

.../...

(1) De term "machtigen" die in het ontwerp van koninklijk besluit was gebruikt, werd later overeenkomstig de wenk van de Raad van State vervangen door "erkennen".

de Eerste-Minister gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is de bedoeling van de Regering, de overheid te laten oordelen over de opportuniteit van de "machtiging" van een syndicale groepering, zoals het geval was volgens de regeling van het besluit van 11 Juli 1949. De Regering bedoelt natuurlijk niet, dat van deze bevoegdheid willekeurig gebruik zou worden gemaakt. De uitoefening er van staat overigens onder politiek toezicht vanwege het Parlement en onder jurisdictioneel toezicht vanwege de Raad van State ..." (Omnilegie, blz.280).

Volgens het ontwerp "bekomen de vakorganisaties ... hun erkenning door aangetekend een exemplaar van hun statuten en de lijst hunner verantwoordelijke leiders aan de Minister van Binnenlandse Zaken toe te zenden". Aangezien de erkenning niet automatisch is, heeft de Minister bevoegdheid tot weigeren. De weigering is te onderscheiden van de intrekking, in die zin dat intrekking in tegenstelling tot weigering onderstelt dat de erkenning is toegestaan. Zoals de Raad van State in zijn advies over het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 heeft uiteengezet, is dit onderscheid, verre van gezocht te zijn volgens de woorden van het verslag aan de Koning bij dat besluit, volkomen in overeenstemming met de aard der zaak. Bij de redactie van het derde lid van de voorgestelde tekst is van deze overweging uitgegaan. Dit onderscheid is des te noodzakelijker daar de bekendmaking van de erkenning moet worden opgelegd en van impliciete erkenning moet worden afgezien.

.../...

Want al is de bekendmaking van de erkenning wellicht niet strikt noodzakelijk in het systeem van het koninklijk besluit van 20 Juni 1955, waar de erkenning in beginsel wordt toegestaan door de overheid waarbij de syndicale raad werkzaam is, zij kan hoegenaamd niet worden gemist in het systeem van het ontwerp, waarin de door de Regering verleende erkenning toepassing vindt ten aanzien van alle aan de wet onderworpen overheden. De voorgestelde tekst schrijft dan ook voor, dat een koninklijk besluit zich over de erkenning zal uitspreken en dat dit koninklijk besluit, evengoed als het besluit dat de erkenning intrekt, in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

2. Syndicale organisaties die voor erkenning in aanmerking komen.

Volgens de tekst van het ontwerp wordt de erkenning alleen verleend aan syndicale organisaties wier activiteit zich tot het ganse land uitstrekt. De Regering verstaat hieronder organisaties die personeel van alle openbare diensten groeperen, met uitsluiting van groeperingen waarvan het lidmaatschap alleen voor personeel van ondergeschikte administraties of voor sommige categorieën van dat personeel openstaat. Zodoende worden onder meer de bonden van gemeentesecretarissen of van politieagenten uitgesloten. Volgens de tekst echter, zoals hij is geredigeerd, zijn die bonden niet uitgesloten, aangezien zij landsbonden zijn. Derhalve ware het beter, in overeenstemming met het door de Regering nagestreefde doel, te spreken van "syndicale organisaties die zonder onderscheid van dienst ambtenaren van de openbare diensten groeperen".

.../...

3. Intrekking of weigering van erkenning vóór de samenstelling van de nationale raad.

Het vierde lid van artikel 2 van het ontwerp schrijft voor, dat de erkenning eerst kan worden ingetrokken (of geweigerd) nadat het advies van de nationale syndicale raad van advies is ingewonnen. Dit voorschrift kan niet worden toegepast voor een weigering van erkenning die vóór de samenstelling van die raad wordt uitgesproken. Daarom is een overgangsbepaling (artikel 32 van de voorgestelde tekst) nodig, zeggend dat het advies eerst na de samenstelling van de nationale raad verplicht is.

HOOFDSTUK III.- REGELEN VOOR DE SYNDICALE ACTIE DER ERKENDE SYNDICALE ORGANISATIES.

Dit hoofdstuk bestaat uit de artikelen 3 tot 7 van het ontwerp, waarmede de artikelen 3 tot 9 van de voorgestelde tekst overeenstemmen. De afdelingen zijn hier niet nodig. Het opschrift kan zonder bezwaar worden vereenvoudigd door weglating van de woorden "der erkende syndicale organisaties".

Volgens artikel 3, derde lid, van het ontwerp "nemen de erkende syndicale organisaties deel aan het beheer van de diensten voor maatschappelijk hulpbetoon, welke voor het welzijn van het personeel zijn of worden opgericht, volgens de door de Koning gestelde modaliteiten". Deze tekst is overbodig aangezien het laatste lid van artikel 14 van het ontwerp ongeveer hetzelfde zegt.

.../...

De artikelen 4 tot 7 van het ontwerp bevatten voorschriften ten behoeve van de syndicale afgevaardigden, die volgens het ontwerp zijn : de verantwoordelijke leiders van de erkende syndicale organisaties en de mandatarissen van deze leiders (artikel 5, eerste lid). Die afgevaardigden moeten niet, zoals de syndicale afgevaardigden volgens het koninklijk besluit van 20 Juni 1955, worden erkend behalve om hun opdracht in de raad te kunnen uitoefenen (artikel 5, tweede en derde lid). Zij krijgen speciaal verlof voor het vervullen van syndicale opdrachten van korte duur (artikel 4, eerste en tweede lid). Wanneer zij door een erkende syndicale organisatie worden aangewezen om het personeel in openbare dienst regelmatig en blijvend te vertegenwoordigen, worden zij geplaatst in de toestand van syndicale detachering (artikelen 4, derde lid, en 6). Zij genieten een zekere tuchtrechtelijke onschendbaarheid (artikel 7). Dit is de volgorde waarin voornoemde bepalingen dienen te worden aangehaald.

Het ontwerp zegt niet dat de betrokkene bij intrekking of weigering van erkenning wordt gehoord ; zoals de Raad van State echter in zijn advies over het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 heeft opgemerkt aangaande de intrekking van de erkenning van syndicale organisaties (Omnilegie, p.280), zou de betrokkene toch moeten worden gehoord ondanks het stilzwijgen van de wet. Om betwistingen te voorkomen, ware het niettemin wenselijk, deze eis uitdrukkelijk in de wet op te nemen. Ook hier dient een overgangsregeling voor de eerste weigeringen van erkenning te worden getroffen (artikel 32 van de voorgestelde tekst).

.../...

Al houden de afgevaardigden die zich in de toestand van syndicale detachering bevinden, voorlopig op, ambtenaar in werkelijke dienst te zijn, toch wil de Regering hen niet verhinderen aan de verkiezingen deel te nemen. Aangezien volgens artikel 17 van het ontwerp alleen ambtenaren in werkelijke dienst kiesgerechtigd zijn, behoren ambtenaren in de toestand van syndicale detachering ten aanzien van de uitoefening van dat recht, met ambtenaren in werkelijke dienst te worden gelijkgesteld. Hierin voorziet artikel 7, derde lid, van de voorgestelde tekst.

Artikel 7 van het ontwerp verbiedt de erkende syndicale afgevaardigden ruchtbaarheid te geven aan feiten en documenten die de erkennende overheid als vertrouwelijk beschouwt. Voorts bepaalt het dat zij niet tuchtrechtelijk worden vervolgd wegens hun syndicale actie. Dit is de eerste maal dat zodanige tuchtrechtelijke onschendbaarheid voorkomt in een syndicaal statuut van personeel in openbare besturen. Tot op zekere hoogte schijnt hiervoor een voorbeeld te zijn genomen aan artikel 21 van de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij de wet van 18 Maart 1950. Deze onschendbaarheid, zoals zij in het ontwerp is geregeld, is ruimer dan de Regering heeft bedoeld, want volgens haar zou deze onschendbaarheid niet spelen bij overtreding van het verbod, vertrouwelijke feiten en documenten kenbaar te maken. Men vergete immers niet, dat ambtenaren die syndicaal afgevaardigde zijn toch ambtenaar blijven en door overtreding van dat verbod hun statuut overtreden. De door de Raad van State voor artikel 9 voorgestelde tekst gaat uit van die overwegingen.

.../...

HOOFDSTUK IV.- SYNDICALE RADEN VAN ADVIES.

Dit hoofdstuk bestaat uit de artikelen 8 tot 12 van het ontwerp (artikelen 10 tot 15 in de voorgestelde tekst). Voor dit hoofdstuk gelden in het bijzonder de algemene opmerkingen over het ontbreken van pariteit.

Volgens artikel 8 van het ontwerp (artikel 10 van de voorgestelde tekst) wordt de nationale syndicale raad van advies door de Minister van Binnenlandse Zaken voorgezeten. Het lijkt weinig wenselijk dat een adviserend college wordt voorgezeten door de overheid voor wie het advies is bestemd. De eventuele bezwaren tegen deze bepaling zijn nochtans minder klemmend doordat de Regering, evenals in artikel 11 van het koninklijk besluit van 20 Juni 1955, bedoelt, dat de voorzitter van een raad zich niet over de behandelde vraagpunten uitspreekt.

Artikel 11 van het ontwerp (artikel 14 van de voorgestelde tekst) bepaalt dat bij de bestendige deputatie van de provincieraad, een zogenaamde speciale raad wordt ingesteld waarvan de bestendige deputatie het advies moet inwinnen wanneer zij haar goedkeuring wenst te onthouden aan een maatregel, die de plaatselijke overheid aan een syndicale raad van advies heeft moeten voorleggen. De wet zou voorzieningen moeten treffen aangaande het voorzitterschap van deze raad.

Deze bepaling maakt artikel 14 van de wet van 21 December 1927 gedeeltelijk overbodig, welk artikel in elke provincie een adviserende en bemiddelende commissie instelt waarvan de bestendige deputatie het advies dient in te winnen alvorens de haar bij die wet opgedragen bevoegdheid uit te oefenen.

.../...

Er zijn geen aanwijzingen dat deze commissies ooit zijn opgericht of althans regelmatig hebben gewerkt. Daarom voorziet artikel 35 van de voorgestelde tekst in de opheffing van dat artikel.

In artikel 15 van de voorgestelde tekst wordt de raad, die in artikel 12 van het ontwerp plaatselijke raad van advies heet, intercommunale raad genoemd, opdat niet zou kunnen worden verward met de raad die voor de gemeente en de onder de gemeente staande publiekrechtelijke personen is opgericht.

Het personeel van de verenigingen van gemeenten die geen 20 ambtenaren tellen, is in geen enkele raad vertegenwoordigd. De vraag is gewettigd of dit geen leemte is in het ontwerp, waarin zonder moeite kan worden voorzien.

Artikel 13 van het ontwerp dat een aantal regelen betreffende de samenstelling van de raden vaststelt, bepaalt in het voorlaatste lid :

"Het aantal vakorganisatie-gedelegeerden mag niet groter zijn dan tien, noch lager liggen dan vier, behalve wat de nationale syndicale raad van advies betreft, die er twaalf telt. Het aantal gedelegeerden der administratie mag niet het aantal vakorganisatie-gedelegeerden te boven gaan".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte toelichting wil de Regering, het vaststellen van het aantal syndicale afgevaardigden aan de Koning en het vaststellen van het aantal afgevaardigden van de administratie aan de betrokken overheden overlaten (zie artikel 16, § 1, van de voorgestelde tekst).

.../...

Artikel 14 van het ontwerp handelt over de bevoegdheid van de syndicale raden van advies. De bedoeling van de Regering is, het systeem van het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 te volgen. In de tekst van de Raad van State is rekening gehouden met deze bedoeling en met de vroeger in het advies over het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 door de Raad van State gemaakte opmerkingen.

Het laatste lid van artikel 14 van het ontwerp luidt als volgt : "De syndicale raden van advies staan rechtens in voor het beheer van de diensten voor maatschappelijk hulpbetoon welke voor het welzijn van het personeel zijn of worden opgericht". De regelen voor dit beheer moeten volgens artikel 3, derde lid, waarvan de Raad van State de schrapping heeft voorgesteld, door de Koning worden vastgesteld. Ten aanzien van deze bepaling gelden niet alleen de ernstige grondwettige bezwaren, die onder de algemene opmerkingen naar voren zijn gebracht. Volgens de memorie van toelichting wil deze bepaling "een werkelijk medebeheer tussen de openbare besturen en de vakverenigingen tot stand brengen : het beheer over de sociale diensten, ingesteld of in te stellen ten behoeve van het personeel". Deze bedoeling van de Regering, een werkelijk medebeheer tot stand te brengen, heeft echter in het ontwerp geen vorm gekregen. Er zal geen sprake zijn van gemeenschappelijk beheer aangezien de leden van de raden, vooral dan van de arrondissementsraden, noch de administratie, die het te beheren werk heeft opgericht, noch de ambtenaren, te wier behoeve het is opgericht, werkelijk zullen vertegenwoordigen.

.../...

Te oordelen naar de tekst van het ontwerp zal het mogelijk zijn dat de administraties die diensten voor maatschappelijk hulpbetoon oprichten en hun kredieten verstrekken, geen contact hebben met de raden die deze kredieten moeten aanwenden, en geen recht van contrôle op het beheer van die raden hebben. Weliswaar zal het koninklijk uitvoeringsbesluit bepaalde voorzieningen treffen inzake contrôle vanwege de betrokken administratie op het beheer van de raad, niettemin is het zo dat het ontwerp zodanige voorzieningen niet voorschrijft. Het ontwerp zegt evenmin iets over de beginselen, volgens welke het probleem van de aansprakelijkheid van de raad zal moeten worden opgelost, een probleem dat bijzonder ingewikkeld wordt wanneer een raad eventueel verscheidene kassen moet beheren, met name ingeval verschillende onder een zelfde raad ressorterende administraties sociale werken hebben opgericht. Vermoedelijk wil de Regering niet, dat de kassen in dat geval worden vermengd.

Voorts is de vrees gewettigd dat de administraties, nu hun in feite het beheer van hun sociale diensten wordt ontnomen, deze zullen afschaffen of er geen nieuwe meer zullen oprichten, of nog dat zij de prestaties rechtstreeks zullen verstrekken: even zoveel gevolgen die met het beoogde doel in strijd zijn.

De tekst van het ontwerp is zo geredigeerd dat de administraties het beheer van hun sociale werken geheel verliezen. Beantwoordt deze tekst werkelijk aan de bedoeling van de Regering, dan gaat het niet op, dit systeem in de memorie van toelichting als "medebeheer" te bestempelen.

.../...

In elk geval lijkt het duidelijk dat de ontworpen regeling alleen toepassing zal vinden op de diensten voor maatschappelijk hulpbetoon die door administraties zijn of zullen worden opgericht.

Artikel 15 van het ontwerp bevat een aantal, door de adviesvragende overheden en door de raden in acht te nemen regelen. Voor detailvoorzieningen is de plaats in reglementen van orde, die elke raad voor zichzelf heeft op te stellen, onder goedkeuring door overheden die de Koning aanwijst.

In de algemene opmerkingen is er reeds op gewezen dat het ontwerp ten deze afwijkt van het begrip pariteit, zoals dit in de totnogtoe voor het Rijkspersoneel vastgestelde syndicale statuten algemeen is aanvaard. De raad beraadslaagt geldig wanneer de meerderheid der syndicale afgevaardigden aanwezig is, ook bij afwezigheid van een afgevaardigde der administratie. Is dit wel de bedoeling van de Regering? Andere systemen zijn denkbaar, die beter aan het begrip pariteit beantwoorden : zo zou men bij voorbeeld de aanwezigheid van de meerderheid der afgevaardigden van de administratie en van de meerderheid der syndicale afgevaardigden, of althans de aanwezigheid van één afgevaardigde der administratie kunnen eisen. Ook zou men met een raadpleging van de syndicale organisaties genoegen kunnen nemen, en in dit geval zou het niet nodig zijn zogenaamde paritaire raden samen te stellen en zou het ontwerp geheel moeten worden omgewerkt met inachtneming van het beoogde doel. Bij de redactie van het voorgestelde artikel 23 is de Raad van State uitgegaan van de memorie van toelichting die zich voor een paritair karakter uitspreekt.

.../...

De artikelen 24 en 25 van de voorgestelde tekst, die met artikel 15, tweede en vierde lid, van het ontwerp overeenstemmen, sluiten, met het oog op de eenheid van interpretatie, zo dicht mogelijk aan bij de bewoordingen der artikelen 9 tot 11 van het koninklijk besluit van 20 Juni 1955.

Het derde en het vijfde lid van artikel 15 van het ontwerp lijken moeilijk met elkaar bestaanbaar. Zij luiden onderscheidenlijk als volgt :

"De beslissingen van de consulterende instanties betreffende het een of andere punt, waaromtrent een syndicale raad van advies bevoegd is zijn advies te geven, moeten melding maken van de raadpleging en van de gronden waarom hun beslissingen niet met het advies, dat door de meerderheid der aanwezige vakorganisatie-gedelegeerden is uitgebracht, overeenstemt.

.....

De beslissing genomen na raadpleging van de syndicale raad wordt binnen de maand ter kennis van de belanghebbende raad gebracht. Zij is met redenen omkleed zo ze niet met het uitgebracht advies overeenstemt".

De twee bepalingen kunnen alleen met elkaar bestaan, mits de adviesvragende overheid wordt verplicht haar beslissing te motiveren zowel ten aanzien van de eventueel strijdige zienswijze van de meerderheid der syndicale afgevaardigden, als ten aanzien van het eventueel strijdige advies van de gehele raad. De bedoeling van de Regering lijkt echter te zijn, alleen motivering te eisen bij eventueel strijdige zienswijze van de meerderheid der syndicale afgevaardigden, waardoor andermaal van de pariteitsgedachte zou worden afgeweken. Alleszins lijkt het noodzakelijk te kiezen tussen beide vormen van motivering: de verplichte motivering naar twee zijden kan immers bron worden voor nodeloze verwikkelingen.

.../...

HOOFDSTUK V. - VERKIEZINGEN.

Hoofdstuk V van het ontwerp handelt over de verkiezingen. Het bestaat uit de artikelen 16 tot 18 van het ontwerp, die in de voorgestelde tekst anders gerangschikt, de artikelen 28 tot 31 vormen en onderscheidenlijk betrekking hebben op de datum der verkiezingen, de candidaten, de kiezers, de uitoefening van het stemrecht en de wijze van stemmen.

Artikel 16, tweede lid, van het ontwerp bepaalt dat "de datum en de modaliteiten van die verkiezing door de Minister van Binnenlandse Zaken worden vastgesteld". Het draagt aldus een belangrijke verordenende bevoegdheid rechtstreeks aan de Minister op. In overeenstemming met de artikelen 67 en 78 van de Grondwet zou deze bevoegdheid beter worden opgedragen aan de Koning, die dan nog altijd de Minister kan belasten met het vaststellen van bepaalde bijzonderheden, en met name van de datum der verkiezing. Een zodanige bepaling betekent, bij ontstentenis van een uitdrukkelijke voorziening in de wet, dat de Koning het jaar van de eerste verkiezing bepaalt.

HOOFDSTUK VI. - SLOTBEPALINGEN.

Zoals bij het onderzoek van de artikelen 2 en 5 van het ontwerp (artikelen 2, vierde lid, en 5, tweede lid, van de voorgestelde tekst) is gezegd, is een overgangsbepaling nodig voor de eerste weigeringen van erkenning van syndicale organisaties of van syndicale afgevaardigden (artikel 32 van de voorgestelde tekst).

.../...

Volgens artikel 20 van het ontwerp "bepaalt de Koning de modaliteiten van uitvoering en toepassing van deze wet binnen drie maanden, na haar inwerkingtreding". Uit de verklaringen van de Regering blijkt dat hiermede alleen worden bedoeld de verordenende koninklijke besluiten, waarvan sprake in de verschillende bepalingen van het ontwerp die een zodanige bevoegdheid toekennen. De Raad van State heeft niet met zekerheid kunnen vernemen welke de aard is van de termijn van drie maanden waarin deze koninklijke besluiten tot stand moeten komen. Gaat het gewoon om een termijn van orde, dan ware het verkieslijk deze bepaling achterwege te laten omdat zij tot nodeloze betwistingen aanleiding kan geven. Betreft het daarentegen een bindende termijn, na verloop waarvan de wetgever opnieuw de beschikking over de zaak wenst te verkrijgen, dan zullen de koninklijke besluiten niet dan bij de wet kunnen worden gewijzigd. Daar de Regering de voorkeur aan de tweede hypothese schijnt te geven, heeft de Raad van State artikel 33 van zijn voorgestelde tekst in die zin opgesteld. Dit artikel maakt geen melding van de bevoegdheden welke de artikelen 3, derde lid, 13, tweede lid, en 14 van de voorgestelde tekst aan de Koning opdragen. Uit de aard zelf van deze bepalingen volgt immers dat de uitoefening van 's Konings bevoegdheden niet aan termijnen mag gebonden zijn.

Artikel 19 van het ontwerp zegt dat de bepalingen van de wet van 10 Maart 1954 betreffende de toestand van syndicale detachering van het onderwijzend personeel der scholen die onderworpen zijn aan de wet tot regeling van het lager onderwijs niet langer op het gemeentepersoneel van toepassing zijn. Het ware verkieslijk, de wet van 10 Maart 1954 uitdrukkelijk te wijzigen; dit wordt in artikel 34 van de voorgestelde tekst dan ook gedaan.

.../...

ONTWERP VAN WET HOUDENDE SYNDICAAL STATUUT VOOR DE AMBTENAREN VAN PROVINCIES, GEMEENTEN, ONDER PROVINCIES EN GEMEENTEN RESSORTEREIDE PUBLIEKRECHTELIJKE PERSONEN EN VERENIGINGEN VAN GEMEENTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGEBIED VAN HET SYNDICAAL STATUUT.

Artikel 1.- (artikel 1 van het ontwerp)

Deze wet regelt de betrekkingen tussen de provincies, de gemeenten, de onder de provincies en gemeenten ressorterende publiekrechtelijke personen, de verenigingen van gemeenten zonder deelneming van particulieren of van vennootschappen enerzijds, en de syndicale organisaties die dezer ambtenaren vertegenwoordigen anderzijds, alsmede de betrekkingen tussen deze syndicale organisaties en de Staat.

.../...

HOOFDSTUK II. - ERKENNING VAN SYNDICALE ORGANISATIES.

Artikel 2.- (artikel 2 van het ontwerp)

De Koning erkent de syndicale organisaties die zonder onderscheid van dienst ambtenaren van de openbare diensten groeperen en die bij een ter post aangetekend schrijven een exemplaar van hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders aan de Minister van Binnenlandse Zaken toezenden.

Ook van wijzigingen in hun statuten of in de lijst van de verantwoordelijke leiders moeten de erkende syndicale organisaties binnen drie maanden kennis geven.

De erkenning kan bij een met redenen omkleed koninklijk besluit worden geweigerd of ingetrokken, de verantwoordelijke leiders van de organisatie gehoord.

Buiten het geval waarin de erkenning wordt ingetrokken wegens tekortkoming aan de bij het tweede lid opgelegde verplichting, wordt over de weigering of de intrekking vooraf het advies van de nationale syndicale raad gevraagd.

Koninklijke besluiten waarbij de erkenning wordt verleend, geweigerd of ingetrokken, worden onverwijld in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

HOOFDSTUK III. - REGELEN VOOR DE SYNDICALE ACTIE.

Artikel 3.- (artikel 3 van het ontwerp)

De erkende syndicale organisaties zijn bevoegd om rechtstreeks met de in artikel 1 bedoelde openbare besturen de betrekkingen te onderhouden, die voor het vervullen van hun taak vereist zijn.

.../...

Zij wijzen de vertegenwoordigers van het personeel in de syndicale raden van advies aan om er de zetels in te nemen die zij ingevolge de in hoofdstuk V voorgeschreven verkiezingen hebben behaald.

De Koning bepaalt de andere voordelen die de erkenning voor de syndicale organisaties medebrengt.

Artikel 4.- (artikel 5, eerste lid, van het ontwerp)

De syndicale afgevaardigden zijn de verantwoordelijke leiders van de erkende syndicale organisaties en de mandatarissen van deze leiders.

Artikel 5.- (artikel 5, tweede en derde lid, van het ontwerp)

Syndicale afgevaardigden die hun taak in een syndicale raad van advies vervullen, moeten worden erkend door de overheid die de vertegenwoordigers van de administratie in de raad aanwijst.

De erkenning kan slechts geweigerd of ingetrokken worden na raadpleging van de raad, de afgevaardigde gehoord.

De erkende afgevaardigden ontvangen een toelatingskaart waarvan de vorm en de uitreikingsvoorwaarden door de Koning worden bepaald en op vertoon waarvan zij gerechtigd zijn aanwezig te zijn bij de administratieve enquêtes, vereist voor het onderzoek van de vraagstukken voorkomend op de agenda van de raden waarvan zij lid zijn.

.../...

Artikel 6.- (artikel 4, eerste en tweede lid, van het ontwerp)

Op verzoek van de organisaties waartoe zij behoren, bekomen de syndicale afgevaardigden speciaal verlof voor het vervullen van syndicale opdrachten van korte duur.

Dit verlof telt niet mede in het jaarlijks vacantieverlof. Het geeft geen aanleiding tot compensatoire dienst noch tot enige inhouding van wedde.

Artikel 7.- (artikelen 4, derde lid, en 6 van het ontwerp)

Behalve wanneer zij titularis zijn van een betrekking die krachtens de wet slechts door een persoon kan worden bekleed, kunnen de ambtenaren als syndicaal afgevaardigde hun syndicale werkzaamheid regelmatig en blijvend uitoefenen. Zij bevinden zich dan in de toestand van syndicale detachering.

In deze toestand behouden zij hun recht op bezoldiging, op bevordering en op rustpensioen. Hun bezoldiging wordt, volgens door de Koning bepaalde regelen, op hun syndicale organisatie verhaald.

Voor de uitoefening van het recht om aan de syndicale verkiezingen deel te nemen, worden zij geacht in werkelijke dienst te zijn.

Artikel 8.- (artikel 7, tweede lid, van het ontwerp)

Het is de erkende syndicale afgevaardigden verboden, op straffe van intrekking van hun erkenning en, in voorkomend geval, van terugroeping in dienst, ruchtbaarheid te geven aan feiten en documenten welke de overheid die hen erkent als vertrouwelijk beschouwt.

.../...

Artikel 9.- (artikel 7, eerste lid, van het ontwerp)

De afgevaardigden kunnen niet tuchtrechtelijk worden vervolgd wegens hun syndicale actie, behalve wegens overtreding van artikel 8.

HOOFDSTUK IV. - SYNDICALE RADEN VAN ADVIES.

Afdeling 1. - De verschillende raden.

Artikel 10.- (artikel 8 van het ontwerp)

Voor alle ambtenaren op wie deze wet toepassing vindt, wordt een nationale syndicale raad van advies ingesteld, voorgezeten door de Minister van Binnenlandse Zaken of door zijn gemachtigde.

Artikel 11.- (artikel 9 van het ontwerp)

In elke provincie wordt voor de ambtenaren van de provincie een provinciale syndicale raad van advies ingesteld, voorgezeten door de gouverneur of door zijn gemachtigde.

Artikel 12.- (artikel 10, eerste en tweede lid, van het ontwerp)

In elke gemeente waar het aantal ambtenaren van de gemeente en van de onder de gemeente ressorterende publiekrechtelijke personen niet minder dan twintig bedraagt, wordt een plaatselijke syndicale raad van advies ingesteld, voorgezeten door de burgemeester of door zijn gemachtigde.

.../...

Artikel 13.- (artikel 10, derde en vierde lid, van het ontwerp)

In elk arrondissement wordt voor de gemeenten waar geen plaatselijke raad is ingesteld, een syndicale raad van advies voor het arrondissement ingesteld, voorgezeten door de arrondissementscommissaris of door zijn gemachtigde.

Op advies van de nationale syndicale raad van advies kan de Koning de raad voor het arrondissement door gewestelijke raden vervangen.

Artikel 14.- (artikel 11 van het ontwerp)

Op voorstel van de bestendige deputatie van de provincieraad of van de nationale syndicale raad van advies kan de Koning voor de ambtenaren van de gemeenten en van de onder de gemeenten der provincie ressorterende publiekrechtelijke personen een speciale syndicale raad van advies instellen. Deze raad wordt voorgezeten door...

Artikel 15.- (artikel 12 van het ontwerp)

Bij elke vereniging van gemeenten zonder deelneming van particulieren of vennootschappen, die tenminste twintig ambtenaren te werk stelt, wordt een intercommunale syndicale raad van advies ingesteld, voorgezeten door de voorzitter van de bestuursraad.

.../...

Afdeling 2. - Samenstelling van de syndicale raden van advies.

Artikel 16.- (artikel 13, vijfde en zesde lid, van het ontwerp)

§ 1. De nationale syndicale raad van advies is samengesteld uit twaalf afgevaardigden van de administratie en twaalf syndicale afgevaardigden.

De Koning bepaalt het aantal syndicale afgevaardigden in de andere raden. Dit aantal mag niet lager zijn dan vier, en niet hoger dan tien.

Voor de provinciale raad van advies wordt het aantal afgevaardigden van de administratie door de provincieraad vastgesteld, voor de raad voor het arrondissement of voor de gewestelijke raad door de arrondissementscommissaris, voor de plaatselijke raad door de gemeenteraad, voor de speciale raad door de bestendige deputatie van de provincieraad en voor de intercommunale raad door de bestuursraad van de vereniging van gemeenten. Dit getal mag niet hoger zijn dan het getal der syndicale afgevaardigden.

Ieder gewoon afgevaardigde heeft een plaatsvervanger.

§ 2. De erkende syndicale organisaties die geen zetel in de nationale raad hebben bekomen maar er wel een hebben bekomen in een andere raad, kunnen naar de nationale raad een vertegenwoordiger met raadgevende stem afvaardigen.

.../...

Artikel 17.- (artikel 13, eerste en tweede lid, van het ontwerp)

De afgevaardigden van de administratie worden aangewezen :

1° voor de nationale raad, door de Minister van Binnenlandse Zaken, de helft van deze leden in overleg met de Ministers tot wier bevoegdheid het openbaar onderwijs en de volksgezondheid behoren;

2° voor de provinciale raad van advies en de speciale raad, door de bestendige deputatie van de provincieraad;

3° voor de raad voor het arrondissement of voor de gewestelijke raad, door de arrondissementscommissaris;

4° voor de plaatselijke raad, door het college van burgemeester en schepenen;

5° voor de intercommunale raad, door de bestuursraad van de vereniging van gemeenten.

Artikel 18.- (artikel 13, derde lid, van het ontwerp)

De syndicale afgevaardigden worden aangewezen door de syndicale organisaties in verhouding tot het aantal bij de verkiezing behaalde zetels.

Artikel 19.- (artikel 13, vierde lid, van het ontwerp)

De voorzitter van elke raad wordt bijgestaan door een secretaris die hij aanwijst.

.../...

Afdeling 3. - Bevoegdheid van de syndicale raden van advies.

Artikel 20.- (artikel 14, eerste lid, van het ontwerp)

De administraties waarop deze wet toepassing vindt, moeten aan een der bij de artikelen 11, 12, 13 en 15 ingestelde raden, naar gelang van het geval, voor advies voorleggen :

1° de vraagstukken betreffende de vaststelling van het personeelsstatuut;

2° de instelling, de afschaffing en de verandering van betrekkingen;

3° de maatregelen betreffende de beroepsopleiding der ambtenaren, de materiële organisatie van de diensten, de verbetering der arbeidsvoorwaarden, alsmede de hygiëne en de veiligheid van de ambtenaren.

Dezelfde vraagstukken worden aan de raad voorgelegd binnen een maand nadat een daarin vertegenwoordigde erkende syndicale organisatie dit heeft gevraagd.

Zij worden aan de nationale raad voorgelegd wanneer zij betrekking hebben op ambtenaren die onder verschillende raden ressorteren.

Artikel 21.- (artikel 14, derde lid, van het ontwerp)

In de provincies waar de Koning een speciale syndicale raad van advies heeft ingesteld, vraagt de bestendige deputatie van de provincieraad het advies van deze raad wanneer zij zich voorneemt haar goedkeuring te onthouden aan een beslissing die aan een raad voor

.../...

het arrondissement, aan een gewestelijke raad of aan een plaatselijke raad moest worden voorgelegd.

Artikel 22.- (artikel 14, vierde lid, van het ontwerp)

... (hier kan de bepaling staan betreffende het beheer van de diensten voor maatschappelijk hulpbetoon, rekening houdend met de hierboven gemaakte bezwaren)...

Afdeling 4. - Algemene organieke bepalingen.

Artikel 23.- (artikel 15, eerste lid, van het ontwerp)

De syndicale raden van advies worden door hun voorzitter bijeengeroepen. Zij kunnen slechts geldig beraadslagen wanneer de meerderheid der syndicale afgevaardigden en de meerderheid der afgevaardigden van de administratie aanwezig zijn (wanneer de meerderheid der syndicale afgevaardigden en één afgevaardigde van de administratie aanwezig zijn).

Wanneer de vergadering niet in voldoenden getale is, wordt de agenda verschoven naar de volgende zitting, waarop dan over punten van die agenda geldig wordt beraadslaagd en beslist, ongeacht het getal der aanwezige leden.

Artikel 24.- (artikel 15, vierde lid, van het ontwerp)

De raden zijn ertoe gehouden hun advies uit te brengen binnen de termijn van één maand met ingang van de dag waarop de adviesaanvraag voor de eerste maal werd

.../...

ingeschreven op de agenda van een vergadering. In spoedgevallen kan de overheid voor wie het advies bestemd is, deze termijn tot tien dagen verminderen.

Wanneer deze termijn eenmaal is verstreken, is het advies niet meer vereist.

Artikel 25.- (artikel 15, tweede lid, van het ontwerp)

De voorzitter leidt de debatten en handhaaft de orde in de vergadering. Evenmin als de secretaris, spreekt hij zich uit over de besproken vraagstukken.

Het advies wordt bij meerderheid van stemmen uitgebracht.

Het advies wordt met redenen omkleed en vermeldt de zienswijzen van de aanwezige leden, afzonderlijk of per groep.

Elk lid van de minderheid kan zijn stemming in de notulen doen optekenen. Aan de notulen kan een door de minderheid opgestelde beknopte nota worden toegevoegd.

Artikel 26.- (artikel 15, zesde lid, van het ontwerp)

Elke raad stelt zijn reglement van orde op; dit moet de goedkeuring krijgen van de door de Koning aangewezen overheden.

Artikel 27.- (artikel 15, derde en vijfde lid, van het ontwerp)

Elke op het advies van een raad genomen beslissing moet van dit advies melding maken en, in voorkomend

.../...

geval, aangeven waarom zij afwijkt van het door de meerderheid der syndicale afgevaardigden uitgebrachte advies (en van het door de raad uitgebrachte advies). Binnen de maand wordt zij de raad ter kennis gebracht.

HOOFDSTUK V. - VERKIEZINGEN.

Artikel 28.- (artikel 16, eerste lid, van het ontwerp)

De verkiezing heeft om de vier jaar tijdens het eerste kwartaal plaats, onder de erkende syndicale organisaties.

Artikel 29.- (artikelen 17, eerste lid, en 18, eerste lid, van het ontwerp)

Kiesgerechtigd zijn de ambtenaren die op de dag van de verkiezing sedert tenminste drie maanden in werkelijke dienst zijn, behalve indien zij onder de wapens zijn.

Deelneming aan de stemming is verplicht.

Artikel 30.- (artikel 17, tweede lid, van het ontwerp)

Elke kiezer heeft één stem.

Bij cumulatie van ambten oefent hij zijn stemrecht uit wegens de functie die de langste prestatie vergt.

.../...

Artikel 31.- (artikelen 16, tweede lid, en 18, tweede lid, van het ontwerp)

De verkiezing heeft plaats bij geheime stemming, op de door de Koning bepaalde wijze.

HOOFDSTUK VI. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 32.- (nieuw)

Op weigeringen van erkenning vinden de artikelen 2, vierde lid, en 5, tweede lid, eerst toepassing wanneer de tot adviseren bevoegde raad zal zijn samengesteld.

Artikel 33.- (artikel 20 van het ontwerp)

De door de artikelen 5, derde lid, 7, tweede lid, 16, § 1, tweede lid, (22), (1), 26 en 31 aan de Koning opgedragen bevoegdheden nemen een einde drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet.

Artikel 34.- (artikel 19 van het ontwerp)

De volgende wijzigingen worden aangebracht in de wet van 10 Maart 1954 betreffende de toestand van syndicale detachering van het onderwijzend personeel der scholen die onderworpen zijn aan de wet tot regeling van het lager onderwijs :

.../...

---

(1) Artikel 22, ingeval dit artikel een opdracht van bevoegdheid inhoudt.

1° het opschrift wordt door het volgende vervangen :
"Wet betreffende de toestand van syndicale detachering van het onderwijzend personeel der aangenomen en aanneembare lagere scholen en bewaarscholen";

2° geschrapt worden :
a) in artikel 1, het woord :"gemeentelijke";
b) in artikel 2, de woorden :"van de gemeenteraad of";

3° de inleidende volzin van artikel 6 wordt door de volgende bepaling vervangen : "De toestand van syndicale detachering neemt een einde :".

Artikel 35.- (nieuw)

Artikel 14 van de wet van 21 December 1927 betreffende de beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en in het algemeen al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhangende besturen wordt opgeheven.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J.COYETTE, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	A.BERNARD, G.VAN HECKE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN. Le rapport a été présenté par M. DUMONT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN. Het verslag werd uitgebracht door de H.DUMONT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.